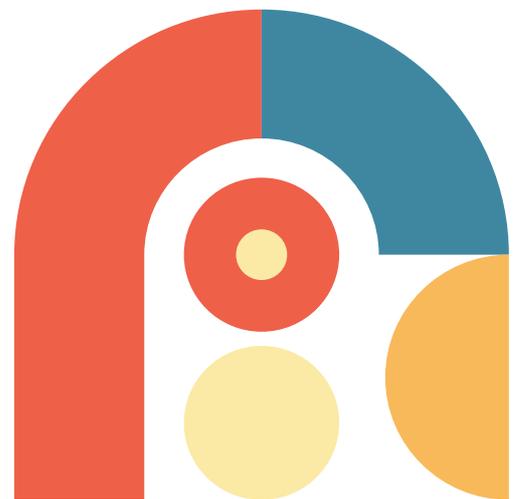




MANUEL

**SUR LA PRÉVENTION ET LA
LUTTE CONTRE LA
RADICALISATION CHEZ LES
JEUNES EN EUROPE**



TITRE :

Manuel sur la prévention et la lutte contre la radicalisation chez les jeunes en Europe

PROJET :

"Prévention de la radicalisation des jeunes par l'éducation et la responsabilisation des animateurs de jeunesse", financé par JUGEND für Europa, l'agence nationale allemande pour le programme Erasmus+ Jeunesse.

Les partenaires du projet sont:

- Outreach Hannover e.V., Allemagne
- Association for improvement of modern living skills "Realization", Croatie
- Active youth in happy Europe (AMUSE), Serbie
- Out of the Box International, Belgique
- Koinoniki sinetairistiki epixeirisi sillogikis & koinonikis ofeleias (Sustain events), Grèce
- LINK DMT S.R.L. ; Italie
- Learning Wizard d.o.o., Croatie

ÉDITEUR :

Outreach Hannover e.V., Allemagne

RÉDACTEURS :

Berna Xhemajli
Stefan Manevski

AUTEURS :

Stefan Manevski
Berna Xhemajli
Danijela Matorcevic
Pavle Jevdic
Predrag Tomašević
Marko Paunović
Evangelia (Iliana) Pazarzi
Čedo Velašević

TRADUIT DE L'ANGLAIS :

Ismael Paez Civico

CONCEPTION GRAPHIQUE :

Nikola Radovanović

Hanovre, Allemagne

2023



Table des matières

À PROPOS DU PROJET	1
INTRODUCTION	3
Concepts théoriques clés sur la radicalisation et l'extrémisme en ligne.....	5
Désinformation	8
Pourquoi la propagande, la désinformation et les "fake news" sont-elles un sujet important pour l'éducation des jeunes ?	9
Quels sont les principaux défis à relever pour lutter contre la désinformation dans le cadre du travail de jeunesse ?	9
Deepfakes.....	10
Plateformes en ligne utilisées par les groupes extrémistes	11
Les causes de la radicalisation	13
Causes économiques, culturelles et sociales.....	13
Extrémisme politique, historique et idéologique	14
Questions psychologiques	16
Causes et croyances religieuses.....	17
L'impact de la pandémie de Covid-19 sur la radicalisation des jeunes	20
Le rôle des animateurs de jeunesse dans la prévention de la radicalisation	22
Prévention et sensibilisation.....	22
Domaines de compétences pour le développement des animateurs de jeunesse	22
Principaux acteurs de la lutte contre la radicalisation	28
Parties prenantes dans le domaine de l'éducation	28
Parties prenantes dans le domaine de la société civile des jeunes.....	29
Médias, intermédiaires de l'internet, y compris les entreprises technologiques.....	29
Définir des méthodes et des méthodologies pour l'éducation à la lutte contre la radicalisation	31
Pensée critique	31
Éducation aux médias	32
Éducation aux droits de l'homme contre le terrorisme	34
Travail de jeunesse sur la religion et les croyances.....	36
CONCLUSION.....	37
RÉFÉRENCES.....	38



À PROPOS DU PROJET

Titre du projet : "Prevention of youth radicalisation through education and empowerment of youth workers"

Résumé du projet :

La radicalisation en ligne et l'extrémisme violent sont des questions auxquelles les communautés sont exposées depuis plusieurs années, en particulier après les attaques terroristes dans différentes villes d'Europe et les guerres dans le monde. Depuis des années, la crainte que les jeunes puissent être la cible d'extrémistes violents retient l'attention des institutions gouvernementales, des familles, des lieux de travail et de la communauté. Cette crainte est d'autant plus forte aujourd'hui que ce type de contenu est présenté, presque sans contrôle ni modération, dans le monde numérique. Les jeunes constituent la communauté la plus présente dans le monde en ligne, en accédant à différents médias sociaux, plateformes, etc. Cela fait d'eux l'une des communautés les plus vulnérables à ce phénomène. Au cours de la période Covid-19, le contenu en ligne a été encore plus adopté par les jeunes et le risque d'être exposé à la radicalisation en ligne s'est donc accru.

Les animateurs et les éducateurs de jeunesse doivent se pencher sur cette question et, dans le même temps, trouver une réponse innovante pour soutenir les animateurs de jeunesse avec de nouvelles approches, du matériel et des outils numériques qui contribuent à améliorer l'impact de la résolution de ce problème.

Le projet développe directement leurs connaissances et leurs capacités, en fournissant aux animateurs de jeunesse, aux professionnels de la jeunesse et aux organisations de jeunesse les données et les outils pertinents et en formant leurs compétences numériques, ce qui augmente le niveau de qualité du travail de jeunesse et sa capacité à traiter les questions urgentes et émergentes. Pour la plupart des travailleurs de jeunesse, ces compétences numériques ne sont pas acquises au cours de leur éducation formelle et sont donc largement négligées.

Dans le domaine du travail de jeunesse, une société idéale pourrait être décrite comme une communauté pleinement inclusive de citoyens actifs. Ce concept de communauté inclusive de citoyens actifs a changé au cours des dernières années, et en particulier lors de la récente pandémie de grippe aviaire, en raison de la réalité de la société actuelle dans laquelle la technologie prend de plus en plus d'importance et a donc un impact dans tous les domaines de notre vie.

Non seulement les jeunes utilisent de plus en plus les nouvelles technologies et les médias numériques au lieu de participer aux activités en face à face des centres/clubs de jeunesse, mais cette période de deux ans de mesures contre la pandémie de Covid-19 et de limitations des voyages et de l'organisation d'activités de mobilité résidentielle en face à face pour les jeunes a entraîné un manque/une diminution de l'interaction des jeunes avec leurs pairs d'autres pays et communautés, ce qui a encore accru l'impact potentiel de l'influence négative de la radicalisation (en ligne) parmi/en direction des jeunes.

Ces deux dernières années, les animateurs de jeunesse et les organisations de jeunesse ont réduit le nombre de leurs activités de travail européen de jeunesse en face à face, ce qui a entraîné une diminution du nombre de jeunes bénéficiant de ces activités qui inspirent l'apprentissage/le dialogue interculturel, l'acceptation des autres et la citoyenneté européenne.

En outre, la guerre actuelle en Ukraine exerce une influence négative sur les jeunes.

Nous pensons que les jeunes qui ont participé à un plus grand nombre d'activités de jeunesse qui promeuvent la citoyenneté et les valeurs européennes sont plus résistants aux impacts négatifs



potentiels des mesures d'isolement en cas de pandémie et de la haine et de la radicalisation liées à la guerre, qui se propagent en ligne et hors ligne.

Comme nous avons remarqué une diminution du nombre de bénéficiaires, des jeunes ayant des opportunités d'interaction de qualité avec des pairs d'autres pays/communautés, et une augmentation de l'influence négative de la radicalisation en ligne sur eux dans nos communautés et parmi nos organisations (de travail) de jeunesse, nous avons rassemblé et sommes motivés pour réaliser ce projet qui nous aidera à faire face à cette situation.

Objectif du projet :

- Développer et renforcer les capacités des animateurs socio-éducatifs et des jeunes à prévenir et à combattre la radicalisation en élaborant des méthodologies et des outils éducatifs qui soutiennent l'animation socio-éducative anti-radicalisation en ligne et hors ligne.

Objectifs spécifiques du projet :

- Sensibilisation aux effets négatifs de la radicalisation et éducation des jeunes (ordinaires et marginalisés) à la lutte contre la radicalisation par l'élaboration d'un manuel et d'une boîte à outils inspirants, ainsi que d'une plateforme d'apprentissage en ligne.
- Responsabiliser les animateurs de jeunesse et améliorer la gestion des connaissances de nos organisations en théorie et en pratique pour renforcer les compétences des animateurs de jeunesse en matière de prévention et de lutte contre la radicalisation grâce à l'élaboration d'un programme innovant et d'un cours d'apprentissage en ligne.
- Échanger des bonnes pratiques et développer un partenariat efficace entre des partenaires de 6 pays européens (et au-delà) ayant des réalités différentes en matière d'éducation, de sensibilisation et de pratiques sur l'anti-radicalisation et sa prévention au sein de la communauté.

Les activités du projet sont les suivantes

- A1 - Gestion de projet
- M1 - Réunion de partenariat 1
- O1 - Manuel sur la prévention et la lutte contre la radicalisation chez les jeunes en Europe
- O2 - Boîte à outils pour l'autonomisation des jeunes en matière de plaidoyer contre la radicalisation en Europe
- O3 - Programme d'études "Renforcer les capacités des animateurs de jeunesse en matière d'éducation non formelle pour prévenir et combattre la radicalisation chez les jeunes".
- M2 - Réunion de partenariat 2
- O4 - Cours d'apprentissage en ligne "Renforcer les capacités des animateurs de jeunesse et des jeunes leaders pour la prévention et la lutte contre la radicalisation chez les jeunes".
- O5 - Plate-forme d'apprentissage en ligne sur le travail de jeunesse et les initiatives de jeunesse contre la radicalisation
- C1 - Formation des formateurs LTTA
- Cours nationaux de formation à la démultiplication
- E1, E2, E3, E4 - Conférences nationales en Italie, Croatie, Serbie et Grèce
- E5, E6 - Conférences internationales en Belgique et en Allemagne
- M3 - Réunion de partenariat 3



INTRODUCTION

Certaines idées sont radicales ou extrêmes, mais elles conduisent à l'amélioration des sociétés et de l'humanité. Cependant, il existe aussi des idées radicales sur la façon dont les sociétés devraient se présenter, qui vont à l'encontre des droits de l'homme et de la dignité d'autrui. Ces idées visent à promouvoir des actes de violence en tant que manifestation de haine, d'intolérance, de discrimination ou de criminalité en général. Dans ce manuel, nous nous intéressons à la radicalisation violente et à l'extrémisme en ligne (conduisant à la violence, aux crimes de haine, au terrorisme, etc.) De nombreuses organisations internationales et organes intergouvernementaux définissent la radicalisation et l'extrémisme comme un processus négatif uniquement lorsqu'ils deviennent violents, conduisent à des dommages, à des crimes de haine ou au terrorisme.

La lutte contre l'extrémisme violent passe par l'application de stratégies et de mesures visant à déconstruire les récits extrémistes et à promouvoir des alternatives non violentes. Les plateformes de médias sociaux permettent aux groupes extrémistes et radicaux violents d'accéder librement à de vastes audiences, et ce sont ces mêmes plateformes de médias sociaux qui sont utilisées par tout le monde. Les groupes extrémistes, leurs prêcheurs de haine ou leurs recruteurs créent souvent des groupes de discussion au niveau local où ils diffusent des informations erronées provenant de leur propre blog et d'organes de diffusion de fausses nouvelles. L'impact de la pandémie de COVID-19 a poussé les jeunes (et tout le monde) vers les espaces en ligne et a déclenché une nouvelle vague d'extrémisme, alimentée par des idées de radicalisation contre les autorités, les gouvernements, les vaccins et la création de théories du complot qui empêchent de vivre ensemble dans des sociétés diverses selon les mêmes règles.

Dans cette situation complexe, que peuvent faire les animateurs de jeunesse ?

L'animateur de jeunesse n'est pas un super-héros, même si nous pensons parfois qu'il l'est. Dans cette optique, le travail de prévention de l'extrémisme et de la radicalisation, à la fois en ligne et hors ligne parmi les jeunes, est une question complexe et à multiples facettes. Ce manuel examine certaines approches dans lesquelles les animateurs de jeunesse peuvent jouer un rôle important, car ils sont les premiers à créer des relations positives avec les jeunes. Le travail de jeunesse, c'est aussi la participation active et l'engagement, parfois par le biais de structures de participation, mais aussi d'activités telles que le sport, les arts, le volontariat, etc. L'important est d'aider les jeunes à tisser des liens sociaux et à créer leurs groupes d'amis, ce qui peut réduire le risque qu'ils se sentent isolés et vulnérables au recrutement extrémiste et radical.

De manière plus structurée, les animateurs de jeunesse peuvent également promouvoir l'éducation aux médias et l'esprit critique en aidant les jeunes à examiner les sources et la validité des informations, à comprendre le contexte et l'intention des messages provenant des médias et des plateformes en ligne. Dans le monde de l'hyperproduction d'informations, où chacun est un créateur de contenu, les compétences pour comprendre et gérer les médias sont importantes.

Ce manuel est conçu comme un guide détaillé pour soutenir et renforcer les capacités des jeunes dans l'éducation à la prévention et à la lutte contre la radicalisation et pour promouvoir cette cause parmi les jeunes. Il comprend des sections théoriques et conceptuelles permettant aux jeunes d'approfondir leurs connaissances dans ce domaine. Le contenu de ce manuel et les sujets abordés sont structurés en différents chapitres, chacun présentant un aspect spécifique de l'éducation à la prévention de la radicalisation chez les jeunes. Plus précisément, le manuel est organisé de la manière suivante :

- Il commence par des concepts théoriques clés sur la radicalisation et l'extrémisme en ligne et examine également les principaux défis posés par la désinformation et la propagande.
- Il explore les plateformes en ligne et leur impact sur la radicalisation et l'extrémisme violent, ainsi qu'une vue d'ensemble des causes de la radicalisation.

- 
- L'impact de la pandémie de Covid-19 sur la radicalisation des jeunes est également pris en considération et exploré.
 - Enfin, il se penche sur l'avenir et le rôle des animateurs de jeunesse dans la prévention de la radicalisation, ainsi que sur certains domaines de compétence pour le développement des animateurs de jeunesse. Il propose également une cartographie des principales parties prenantes dans la lutte contre la radicalisation.
 - Afin d'inspirer des actions futures, il propose des méthodologies utiles pour l'éducation à la lutte contre la radicalisation, telles que la pensée critique, l'éducation aux médias, l'éducation aux droits de l'homme contre le terrorisme et le travail des jeunes sur la religion et les croyances.

Nous espérons que ce manuel constituera un premier pas vers une refonte du travail de jeunesse en tant que mécanisme de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents. Dans son application, il est encouragé d'appliquer l'approche basée sur les droits, avec et pour les jeunes directement. L'écoute des jeunes, de leurs parents et des membres de la communauté est d'une importance capitale pour élaborer des programmes efficaces de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violents.



Concepts théoriques clés sur la radicalisation et l'extrémisme en ligne

La radicalisation et l'extrémisme ne constituent pas une nouvelle menace pour la société, car ces phénomènes ont été présents sous différentes formes et manifestations tout au long de l'histoire. L'extrémisme en ligne est toutefois un phénomène nouveau, car les espaces en ligne sont apparus et ont évolué si rapidement que le cadre législatif et institutionnel actuel mis en place pour assurer la protection de nos droits fondamentaux ne peut pas répondre efficacement à ce nouveau défi.

De nombreuses organisations internationales et organes intergouvernementaux définissent la radicalisation et l'extrémisme comme un processus négatif uniquement lorsqu'ils deviennent violents, conduisent à des préjudices, à des crimes de haine ou au terrorisme. Par exemple, l'OSCE définit la "radicalisation qui mène au terrorisme (comme) le processus dynamique par lequel un individu en vient à accepter la violence terroriste comme un mode d'action possible, voire légitime. Cela peut éventuellement, mais pas nécessairement, conduire cette personne à prôner le terrorisme, à le soutenir ou à s'y engager".¹

En outre, de nombreux pays ont également leur propre définition de l'extrémisme violent. Au Canada, par exemple, l'extrémisme violent est défini comme "les croyances et les actions de personnes qui soutiennent ou utilisent la violence pour atteindre des objectifs idéologiques, religieux ou politiques extrêmes". En Albanie, par exemple, il est défini comme "l'utilisation de la violence pour poursuivre des objectifs politiques". L'USAID - agence américaine de développement - le définit comme "le fait de préconiser, de s'engager, de préparer ou de soutenir de toute autre manière une violence idéologiquement motivée ou justifiée pour atteindre des objectifs sociaux, économiques et politiques".²

La définition de l'extrémisme en ligne est un effort constant, d'autant plus qu'il peut être lié à l'expression de discours haineux en ligne, à l'utilisation de plateformes en ligne pour promouvoir la radicalisation violente et le terrorisme, à l'invitation à commettre des crimes haineux ou à l'organisation d'un attroupement violent. Toutefois, il est possible pour un individu ou une idéologie d'être extrémiste tout en étant non-violent. Historiquement, de nombreuses idées porteuses de progrès pour la société ont été considérées comme des idées extrêmes, mais avec le temps, un débat respectueux, la promotion de l'idée, des examens universitaires, l'implication des praticiens et une prise de décision transparente, ces idées sont devenues acceptées dans la société. Il est important que les sociétés démocratiques soutiennent la liberté d'expression, la liberté d'association, la liberté de croyance, etc.

Le mot clé de cette définition est l'acte de violence en tant que manifestation de haine, d'intolérance, de discrimination ou de criminalité en général. Par conséquent, dans ce manuel, lorsque nous faisons référence à la radicalisation et à l'extrémisme en ligne, nous entendons et faisons référence à la radicalisation violente (menant au terrorisme) et à l'extrémisme en ligne (menant à la violence, aux crimes de haine, au terrorisme, etc.) Lutter contre l'extrémisme violent signifie appliquer des stratégies et des mesures qui servent à déconstruire les récits terroristes et à promouvoir des alternatives saines. Cela peut également inclure la réhabilitation et la réinsertion d'anciens

¹ Prévenir le terrorisme et lutter contre l'extrémisme violent et la radicalisation qui conduisent au terrorisme : A Community-Policing Approach (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, 2014), p. 15. Disponible à l'adresse : <https://www.osce.org/secretariat/111438?download=true>

² idem



délinquants extrémistes violents. Ces mesures de lutte ne peuvent être prises que dans le respect des normes en matière de droits de l'homme, en veillant à ce qu'elles ne se traduisent pas par des pressions ou des attaques injustifiées à l'encontre de ceux qui ont une opinion différente, qui s'engagent dans des débats politiques et critiquent les politiques et les politiques, ou de ceux qui appartiennent à des minorités et à des groupes vulnérables.

Certaines des définitions les plus claires de ces termes figurent dans la stratégie nationale du gouvernement du Canada sur la lutte contre la radicalisation à la violence :

"La **radicalisation** est un processus par lequel un individu ou un groupe adopte progressivement des positions ou des idéologies extrêmes qui s'opposent au statu quo et remettent en cause les idées dominantes.

La radicalisation vers la violence est le processus par lequel des individus et des groupes adoptent une idéologie et/ou un système de croyances qui justifie le recours à la violence pour faire avancer leur cause.

L'extrémisme violent est un terme qui décrit les croyances et les actions de personnes qui soutiennent ou utilisent la violence pour atteindre des objectifs idéologiques, religieux ou politiques extrêmes"³

Le plan d'action 2015 du secrétaire général des Nations unies pour la prévention de l'extrémisme violent considère ce travail comme un ensemble de mesures générales et systématiques visant à s'attaquer aux moteurs de l'extrémisme violent. Il met l'accent sur "la lutte contre les conditions propices au terrorisme" tout en "assurant le respect des droits de l'homme pour tous et de l'État de droit dans le cadre de la lutte contre le terrorisme". Le plan d'action affirme que "la création de sociétés ouvertes, équitables, inclusives et pluralistes, fondées sur le plein respect des droits de l'homme et offrant des opportunités économiques à tous, représente l'alternative la plus tangible et la plus significative à l'extrémisme violent (...)"⁴

Dans une approche plus centrée sur l'Europe, la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) a publié un certain nombre de recommandations politiques liées au thème de l'extrémisme et de la radicalisation. Comme l'indique le site web de l'ECRI, il s'agit d'un organe unique d'experts en droits de l'homme qui surveille les actions menées contre le racisme, la discrimination (fondée sur la "race", l'origine ethnique ou nationale, la couleur de peau, la citoyenneté, la religion, la langue, l'orientation sexuelle, l'identité de genre et les caractéristiques sexuelles) et l'intolérance en Europe. L'ECRI est un mécanisme de suivi indépendant dont les membres sont des experts de 46 pays membres du Conseil de l'Europe. Ils sont nommés sur la base de leur indépendance, de leur impartialité, de leur autorité morale et de leur expertise reconnue dans le traitement des questions de racisme et d'intolérance.⁵

Voici quelques-unes des principales recommandations de l'ECRI en la matière :

- Recommandation de politique générale n°6 de l'ECRI sur la lutte contre la diffusion de matériel raciste, xénophobe et antisémite par l'internet. Cette recommandation concerne la diffusion de matériel raciste sur Internet, souvent le fait de groupes extrémistes en ligne. La recommandation demande aux gouvernements de prendre les mesures nécessaires, aux niveaux national et international, pour agir efficacement contre l'utilisation de l'Internet à des fins racistes, xénophobes et antisémites.

³ Gouvernement du Canada, Stratégie nationale de lutte contre la radicalisation à la violence du Canada, 2018, page 7, ISBN : 978-0-660-28894-9.

⁴ Le plan d'action 2015 du secrétaire général des Nations unies pour la prévention de l'extrémisme violent est disponible à l'adresse [suivante](http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/70/674) : http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/70/674.

⁵ La Commission européenne contre le racisme et l'intolérance, dépliant d'information, Conseil de l'Europe, <https://rm.coe.int/leaflet-ecri-2022/1680a969e9>

- 
- La Recommandation de politique générale n°8 de l'ECRI sur la lutte contre le racisme dans le cadre de la lutte contre le terrorisme porte sur les moyens de garantir que la lutte contre le terrorisme ne porte pas atteinte au droit des personnes à ne pas subir le racisme et la discrimination raciale. En bref, elle vise à garantir le respect des droits de l'homme dans la lutte contre le terrorisme (en tant que manifestation de la radicalisation).

Les pays européens restent vulnérables aux menaces causées par l'extrémisme violent. Les jeunes en particulier sont victimes des activités de recrutement des organisations extrémistes violentes ou d'autres formes de groupes violents. La récente guerre en Ukraine ainsi que la crise COVID-19 ont montré un nouveau type de guerre hybride en ligne, qui affecte les décisions rationnelles et la pensée critique des jeunes. Cette situation est d'autant plus préjudiciable que l'instabilité persiste, que les tensions contre les minorités et les migrations perdurent et que les extrémistes politiques s'engagent très fortement auprès des jeunes, ce qui constitue une menace permanente pour leur sécurité. Ces groupes extrémistes continuent d'émerger dans toute l'Europe, alimentant la montée de l'intolérance et de la violence à motivation idéologique. Sur le continent européen, le terrorisme a fait un grand nombre de victimes. Au cours des 50 dernières années, la base de données mondiale sur le terrorisme a recensé 5326 incidents terroristes en Europe de l'Est, dont plus de 25 % ont fait des victimes. En Europe occidentale, le nombre d'incidents est plus de trois fois supérieur, s'élevant à 1 7328.⁶

⁶ Recherche dans la base de données sur le terrorisme mondial
<https://www.start.umd.edu/gtd/search/Results.aspx?region=8>

Désinformation

La propagande, la désinformation et les fausses nouvelles ont le potentiel de polariser l'opinion publique, de promouvoir l'extrémisme violent et les discours de haine et, en fin de compte, de saper la confiance dans la société démocratique.⁷ La désinformation et la création de bulles d'information ou d'écho-chambres ont un fort potentiel de radicalisation et ont des effets directs sur les jeunes qui sont des cibles potentielles vulnérables à la radicalisation violente et à l'extrémisme. Vous trouverez ci-dessous quelques faits et chiffres sur la désinformation dans l'UE⁸ :

1. Deux tiers des citoyens de l'UE déclarent être tombés sur des "fake news" au moins une fois par semaine.
2. Plus de 80 % des citoyens de l'UE estiment que les fausses nouvelles constituent un problème pour leur pays et pour la démocratie en général.
3. La moitié des citoyens de l'UE âgés de 15 à 30 ans déclarent avoir besoin de compétences en matière de pensée critique et d'information pour les aider à lutter contre les fausses nouvelles et l'extrémisme dans la société.

Les termes "propagande", "désinformation" et "fake news" se recoupent souvent. Ils sont utilisés pour désigner une série de façons dont le partage d'informations cause du tort, intentionnellement ou non - généralement en relation avec la promotion d'une cause ou d'un point de vue moral ou politique particulier. Il est possible de distinguer trois utilisations clairement différentes de l'information qui entrent dans cette catégorie :⁹

- Mauvaise information - fausse information communiquée sans intention de nuire
- Désinformation - fausse information communiquée intentionnellement pour causer un préjudice
- Mal-information - information véridique partagée intentionnellement pour causer un préjudice.

Bien qu'aucun de ces phénomènes ne soit nouveau, ils ont pris une nouvelle importance récemment avec la disponibilité généralisée de formes sophistiquées de technologies de l'information et de la communication. Le partage de textes, d'images, de vidéos ou de liens en ligne, par exemple, permet à l'information de devenir virale en quelques heures.

Le rapport du Conseil de l'Europe indique que "pour lutter efficacement contre la pollution de l'information, nous devons comprendre les éléments émotionnels et rituels de la communication. Les contenus problématiques les plus "réussis" sont ceux qui jouent sur les émotions des gens et encouragent les sentiments de supériorité, de colère ou de peur. C'est également le type de contenu qui est le plus apprécié et partagé, souvent sans avoir été lu ou compris. Le rapport souligne que l'objectif principal de la communication entre les personnes, qui va bien au-delà de la fonction de transmission d'informations, réside dans la représentation de croyances partagées".¹⁰

Lorsque la plupart des plateformes sociales sont conçues pour que les gens se montrent publiquement "performants" par le biais de likes, de commentaires ou de partages, il est facile de comprendre

⁷ Faire face à la propagande, à la désinformation et aux fausses nouvelles, la campagne du Conseil de l'Europe "Libérer la parole, apprendre en toute sécurité" <https://www.coe.int/web/campaign-free-to-speak-safe-to-learn/dealing-with-propaganda-misinformation-and-fake-news>

⁸ Flash Eurobaromètre 464, 2018, https://data.europa.eu/data/datasets/s2183_464_eng?locale=en

⁹ Wardle et Derakhshan, H., 2017. Information Disorder : Vers un cadre interdisciplinaire pour la recherche et l'élaboration des politiques. Strasbourg, France : Conseil de l'Europe.

¹⁰ Idem



pourquoi les contenus émotionnels se propagent si rapidement et si largement, alors même que nous assistons à une explosion des organisations de vérification des faits et de démystification.

Pourquoi la propagande, la désinformation et les "fake news" sont-elles un sujet important pour l'éducation des jeunes ?

Selon la campagne du Conseil de l'Europe "Libres de parler, sûrs d'apprendre", les technologies de l'information et de la communication occupent aujourd'hui une place si centrale dans la vie des jeunes qu'ils sont particulièrement vulnérables à la propagande, à la désinformation et aux "fake news" (fausses nouvelles). Les jeunes passent une grande partie de leur temps à regarder la télévision, à jouer à des jeux en ligne, à chatter, à bloguer, à écouter de la musique, à poster des photos d'eux-mêmes et à chercher d'autres personnes avec lesquelles communiquer en ligne. Ils s'appuient fortement sur les informations circulant en ligne pour leur connaissance du monde et leur perception de la réalité.¹¹

Il s'agit d'une nouvelle compétence, la capacité à traiter les nouvelles, y compris la désinformation ou les fausses nouvelles, que de nombreux parents n'ont pas. Par conséquent, les jeunes devraient acquérir des compétences techniques suffisantes pour suivre leur exposition en ligne ou même jouer le rôle d'éducateur auprès de leurs parents sur les risques de la désinformation. De nombreuses écoles ne fournissent pas aux jeunes les compétences critiques et d'information auxquelles ils n'ont pas accès à la maison, c'est pourquoi le rôle du travail de jeunesse est vital dans ce cas.

Le cadre de référence des compétences pour la culture démocratique du Conseil de l'Europe mentionne également la capacité à répondre de manière critique à la propagande en ligne, à la désinformation et aux "fake news". Dans le nouveau monde numérisé, il s'agit de compétences démocratiques importantes qui s'ajoutent à la pensée analytique et critique, ainsi qu'à la connaissance et à la compréhension critique du monde. Le paradigme du "manque d'information" n'est plus vrai, car il y a beaucoup d'informations disponibles (certaines vraies, d'autres fausses). Par conséquent, une nouvelle compétence est la capacité à rechercher des informations correctes en examinant les sources et en faisant preuve d'esprit critique.

Quels sont les principaux défis à relever pour lutter contre la désinformation dans le cadre du travail de jeunesse ?

Les animateurs de jeunesse peuvent rencontrer un certain nombre de difficultés lorsqu'ils mettent en place des activités de lutte contre la propagande, la désinformation et les fausses nouvelles. Il est néanmoins très important que le secteur de l'éducation et de l'animation jeunesse prenne cette action au sérieux en tant que question sociale :

- L'activité en ligne et le domaine d'expérience des animateurs de jeunesse sont très limités et ils constituent souvent la principale résistance à la technologie en ligne. Cela fait du travail traditionnel de jeunesse un système en retard sur les besoins et les expériences des jeunes. Les animateurs de jeunesse doivent faire preuve d'un engagement significatif en matière de développement professionnel.
- En raison de l'évolution rapide de la technologie et des activités en ligne des jeunes, il est difficile d'utiliser les méthodes traditionnelles de formation des animateurs de jeunesse pour

¹¹ Faire face à la propagande, à la désinformation et aux fausses nouvelles, la campagne du Conseil de l'Europe "Libérer la parole, apprendre en toute sécurité" <https://www.coe.int/web/campaign-free-to-speak-safe-to-learn/dealing-with-propaganda-misinformation-and-fake-news>



se tenir au courant des derniers développements. La seule façon de savoir ce qui est nouveau est d'être un utilisateur actif et de suivre les tendances actuelles de l'activité en ligne.

- Trouver un espace dans l'emploi du temps des animateurs de jeunesse pour discuter de la désinformation et de la radicalisation ou intégrer ces questions dans l'ensemble du programme est un autre dilemme. Si certains aspects peuvent être abordés dans le cadre de discussions sur n'importe quel autre sujet, il est important d'examiner le phénomène des "fake news" et de la désinformation de front comme un problème à part entière.
- Comme l'indique l'article "News, Fake News and Disinformation" de l'Université de Washington, "la description "fake news" ne signifie pas qu'il existe une catégorie de "vraies" nouvelles. Toutes les nouvelles sont sélectionnées et écrites pour convenir à un public particulier dans un but particulier. Fournir une analyse approfondie et des compétences sophistiquées pour analyser de manière critique les informations et les nouvelles en général peut être un défi pour certaines organisations, car cela peut également signifier une réflexion plus profonde sur leurs propres expériences et valeurs."¹²

Deepfakes

Les "deepfakes" sont un nouveau type de désinformation audio, vidéo ou visuelle particulièrement complexe, généralement utilisé à des fins malveillantes. Ils ont le potentiel de diffuser rapidement de fausses paroles et de fausses actions à un public mondial et peuvent être extrêmement difficiles à distinguer d'un contenu réel.¹³

Le terme "deepfake" est généralement utilisé pour désigner une vidéo qui a été éditée à l'aide d'un algorithme pour remplacer la personne dans la vidéo originale par quelqu'un d'autre (en particulier une personnalité publique) de manière à ce que la vidéo ait l'air authentique.¹⁴ L'impact le plus insidieux des deepfakes, ainsi que d'autres médias synthétiques et fake news, est de créer une société de zéro confiance, où les gens ne peuvent pas, ou ne se donnent plus la peine, de distinguer le vrai du faux. Et lorsque la confiance est érodée, il est plus facile d'émettre des doutes sur des événements spécifiques.¹⁵

¹² Actualités : Fake News, Misinformation & Disinformation - Université de Washington. <https://guides.lib.uw.edu/c.php?g=345925&p=7772376>

¹³ idem

¹⁴ Qu'est-ce qu'un Deepfake ? | Signification et exemples de Deepfake | Merriam-Webster. <https://www.merriam-webster.com/words-at-play/deepfake-slang-definition-examples>

¹⁵ What are Deepfakes and how can you spot them, The Guardian, 2020, <https://www.theguardian.com/technology/2020/jan/13/what-are-deepfakes-and-how-can-you-spot-them>

Le Guardian cite une définition du dictionnaire Merriam-Webster <https://www.merriam-webster.com/words-at-play/deepfake-slang-definition-examples>

Plateformes en ligne utilisées par les groupes extrémistes

Les plateformes de médias sociaux permettent aux groupes extrémistes et radicaux violents d'accéder librement à de vastes audiences, et ce sont ces mêmes plateformes de médias sociaux qui sont utilisées par tout le monde. Les groupes extrémistes ou leurs prêcheurs de haine ou recruteurs créent souvent des groupes de discussion au niveau local où ils diffusent des informations erronées provenant de leur propre blog et de fausses nouvelles. Ces informations sont ensuite diffusées par l'intermédiaire des groupes Facebook et des fils d'actualité. Souvent, les tweets et Facebook live sont également utilisés pour le recrutement, notamment lorsqu'ils diffusent des attaques, couvrent en direct des événements, des processus de recrutement de nouveaux membres et proposent des formations. Le fait que les médias sociaux soient basés sur des algorithmes contribue à renforcer la chambre d'écho autour d'une cible potentielle de radicalisation. Cette jeune personne reçoit alors des contenus qui alimentent les divisions et favorisent l'extrémisme avant qu'elle ne soit invitée à devenir une recrue.

Il n'existe pas de plateforme en ligne distincte utilisée par les groupes extrémistes ; ces activités se déroulent sur les mêmes plateformes conviviales, fiables et gratuites telles que Facebook, Instagram, YouTube, TikTok et Twitter. Toutes ces pages offrent un accès direct à des contenus gérés par des groupes extrémistes interdits, dont Daesh et des groupes néofascistes ou nationalistes extrêmes en Europe. Le fait que nous ne voyions pas le contenu ne signifie pas qu'il n'existe pas, et c'est inquiétant. Cela signifie que ceux qui voient ces contenus extrémistes ne verront probablement pas d'autres contenus qui créent un récit alternatif aux contenus extrémistes ou radicaux.

Les médias sociaux offrent aux groupes violents un mécanisme puissant pour diffuser des attaques terroristes, des décapitations, des vidéos d'instruction et du matériel de recrutement ciblant de nouveaux membres potentiels. Par exemple, il existe des preuves que les auteurs de l'attentat à la bombe du marathon de Boston en 2013 ont appris à fabriquer des explosifs à partir de documents en ligne d'ISIS¹⁶.

Des contenus liés au terrorisme, tels que des instructions données par des entraîneurs virtuels à des recrues potentielles de groupes extrémistes, peuvent être facilement trouvés par une simple recherche sur les médias sociaux. Il est choquant de constater qu'il n'est même pas nécessaire de rejoindre un groupe privé ou secret pour accéder à ce contenu. Les plateformes de médias sociaux utilisent souvent l'auto-recommandation de groupes et l'appariement de membres ayant des intérêts similaires afin que les recruteurs de groupes extrémistes puissent atteindre de nouvelles personnes susceptibles d'être intéressées par ce type de contenu. Selon une étude du Centre international d'étude de l'extrémisme violent (ICSVE), basée sur 236 entretiens approfondis portant sur les antécédents de recrutement et les expériences avec et au sein du groupe terroriste, ainsi que sur de nombreux autres aspects du parcours des personnes interrogées vers et hors du terrorisme, les données montrent clairement que le recrutement sur Internet suffit à lui seul à séduire une personne vulnérable pour la faire entrer dans le groupe.¹⁷ En outre, "64 % de toutes les adhésions à des groupes extrémistes sont dues aux outils de recommandation" et la majeure partie de l'activité provient des algorithmes "Groupes vous devriez rejoindre" et "Découvrir" de la plateforme.

¹⁶ Harvard Kennedy School, la [ressource](https://journalistsresource.org/health/boston-marathon-bombings-lessons/) du journaliste, <https://journalistsresource.org/health/boston-marathon-bombings-lessons/>

¹⁷ Anne Speckhard & Molly Ellenberg, Is Internet Recruitment Enough to Seduce a Vulnerable Individual Into Terrorism ? 2020, <https://www.icsve.org/is-internet-recruitment-enough-to-seduce-a-vulnerable-individual-into-terrorism/>



Facebook affirme que ses systèmes d'intelligence artificielle identifient la plupart des contenus terroristes qui sont retirés avant d'apparaître sur sa plateforme, mais de nombreuses ONG ne sont pas d'accord avec cette affirmation. Les ONG accusent les entreprises de technologie et de médias sociaux de ne pas faire assez pour ajuster les algorithmes qui accélèrent la radicalisation violente et l'extrémisme. En raison de cette pression, on assiste dans certains pays à un transfert de la responsabilité de la surveillance des plates-formes Internet pour les activités illégales et terroristes du gouvernement et des ONG vers les entreprises technologiques. Un contrôle et une réglementation accrus des espaces de médias sociaux impliquent une position proactive contre les activités illégales et une participation active de la police et des bureaux de poursuites. Il est évident que la sensibilisation et la prévention ne suffisent pas à changer les choses, il faut aussi que le système législatif et les forces de l'ordre travaillent ensemble et déploient des efforts.

Les causes de la radicalisation

L'action du secteur de la jeunesse pour lutter contre la radicalisation et l'extrémisme en ligne passe par son travail de prévention et d'éducation, son activisme, son plaidoyer, etc. Le travail de prévention ne sera efficace que si l'on comprend les raisons, les causes et les types de radicalisation. Il est donc important de bien savoir ce qui pousse les jeunes à rejoindre des groupes extrémistes, à diffuser des discours de haine en ligne, à agir pour nuire à quelqu'un ou, pire, à commettre des attentats terroristes. Les pages suivantes examinent des questions, des causes ou des vulnérabilités spécifiques qui exposent certains jeunes à être plus facilement victimes de la radicalisation.

"Il a été affirmé qu'il n'existe pas de voie unique vers la radicalisation menant à l'extrémisme violent et au terrorisme".¹⁸ Les animateurs et responsables de jeunesse doivent donc comprendre que la radicalisation est le résultat d'une combinaison unique de facteurs personnels (identités, problèmes sociaux et psychologiques) et de facteurs liés à la communauté environnante ou à l'environnement dans lequel le jeune vit.

Causes économiques, culturelles et sociales

"Il est largement reconnu que l'exclusion sociale cause des dommages profonds et à long terme aux conditions de vie, à la participation sociale et économique, à la vie affective et à l'état de santé des jeunes. Elle contribue également à la transmission intergénérationnelle de la pauvreté. L'insécurité du niveau de vie, l'isolement politique et social, le sentiment d'éloignement et les modes de vie malsains aggravent à leur tour les conditions préexistantes d'exclusion sociale. Il en résulte un cercle vicieux dans lequel les jeunes socialement exclus risquent encore plus de souffrir de privations matérielles supplémentaires, de marginalisation sociale et émotionnelle et de problèmes de santé, qui les exposent à leur tour à des risques d'exclusion plus graves. Près d'un jeune sur trois âgé de 18 à 24 ans est menacé de pauvreté ou d'exclusion sociale dans l'Union européenne".¹⁹

Les questions économiques peuvent avoir un lien faible avec la motivation de l'extrémisme, mais pas avec la radicalisation violente. Cela s'explique par le fait que l'extrémisme, principalement la politique populiste, utilise les questions économiques pour renforcer son soutien. Mais, curieusement, les causes économiques ne vont pas plus loin.

"Le lien entre la pauvreté et la violence politique fait l'objet d'une controverse parmi les chercheurs. Les chercheurs qui représentent les différentes perceptions d'un tel lien peuvent être séparés en trois groupes que l'on peut qualifier d'"absence de lien", de "lien faible" et de "lien". La sociologie, la psychologie sociale et les sciences politiques s'accordent à dire qu'il n'y a pas de lien ou qu'il y a un lien faible entre la pauvreté absolue et la violence politique. Un document de la Commission européenne (2008) sur les facteurs de causalité de la RVE affirme que si la pauvreté est une cause de radicalisation, il s'agit d'une cause indirecte qui dépend de facteurs sociaux et individuels."²⁰

Les facteurs sociaux, cependant, constituent une forte motivation pour le comportement extrémiste. Ces facteurs comprennent des manifestations liées à l'exclusion sociale. Il peut s'agir

¹⁸ Document de discussion sur les causes profondes de la radicalisation en Europe et dans la Communauté des États indépendants (Programme des Nations unies pour le développement, 2016).

¹⁹ Youth Social exclusion and lessons from youth work, Eurydice et Unité de soutien politique (P9) de l'Agence exécutive "Éducation, audiovisuel et culture" (EACEA), p.4.

²⁰ Pauvreté et radicalisation vers l'extrémisme violent : un lien de cause à effet ? Atle Mesøy, 2013, Centre de ressources norvégien pour la construction de la paix.

- La stigmatisation consiste à étiqueter et à avoir des opinions négatives à l'égard des personnes appartenant à un certain groupe. Il peut en résulter un processus de discrimination qui inflige honte et humiliation aux personnes de ce groupe sur la base de la diversité qu'elles présentent.
- La marginalisation et la discrimination (réelle ou perçue) sont le traitement injuste ou préjudiciable de personnes et de groupes sur la base de caractéristiques telles que la race, le sexe, l'âge ou l'orientation sexuelle. L'article 14 de la Convention européenne des droits de l'homme et la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme prévoient également d'autres motifs de protection contre la discrimination.
- La mobilité sociale limitée signifie que les personnes appartenant à certains groupes sociaux (minorités ethniques ou religieuses, etc.) ne peuvent pas changer de groupe social ou de cercle social aussi facilement que les autres membres de la société. Cela peut également se manifester par des opportunités limitées en matière d'éducation ou d'emploi.
- Les facteurs sociaux peuvent également être considérés comme un élément de déplacement, ou le fait de ne pas pouvoir trouver sa propre place dans la société. Le déplacement peut également être dû à des facteurs externes, en recevant le statut de réfugié.
- La criminalité est une cause liée à la stigmatisation et à l'exclusion qui peut également motiver l'approche de différents groupes extrémistes.

Un type spécifique de marginalisation culturelle est celui qui se fonde sur la culture et l'appartenance personnelle ou ethnique d'une personne. En raison de ces problèmes d'identité, de nombreux jeunes se sentent davantage aliénés dans la société. Par exemple, les immigrés de la deuxième génération en Europe occidentale manquent parfois d'un sentiment d'appartenance, ne se sentant ni dans leur nouvelle "maison" ni dans le pays que leurs parents ont laissé derrière eux.

Extrémisme politique, historique et idéologique

Les principaux types d'extrémismes politiques et de radicalisation peuvent être regroupés en groupes d'extrême droite et d'extrême gauche. Très souvent, l'extrémisme politique se limite aux groupes d'extrême droite, car ils sont plus nombreux et beaucoup plus organisés pour propager la haine et même commettre des crimes violents. L'évolution du climat politique dans de nombreux pays européens a accru le nombre de membres, la visibilité et souvent les crimes de haine commis par des groupes politiquement extrémistes. Les menaces que font peser sur la sécurité les mouvements extrémistes violents pendant les élections, et en particulier celles qui sont souvent liées aux mouvements anti-droits et sexistes en Europe, suscitent des inquiétudes constantes. Dans certains pays d'Europe, les partis d'extrême droite participent au gouvernement, ce qui constitue un autre filet de sécurité pour leurs groupes extrémistes, qui peuvent ainsi recruter des jeunes sans craindre d'enquêtes ou de poursuites pour les crimes qu'ils pourraient commettre.

L'Agence de l'Union européenne pour la coopération policière (EUROPOL) constate que la crise des réfugiés due à la guerre en Syrie et en Afghanistan a alimenté le "spectre de l'extrême droite violente".²¹ En raison de l'augmentation des flux migratoires en provenance des zones de conflit, l'attrait de la xénophobie et de la rhétorique et des discours de haine anti-migrants, en particulier lorsqu'ils sont présentés dans le cadre d'un programme politique populiste, a accru la popularité de l'extrême-droite. Le même rapport souligne également que les partis politiques affirmant que les immigrés exploitent l'État-providence européen, sapent le "mode de vie européen" ou constituent une menace directe pour la sécurité des populations locales ont remporté la victoire dans les isolements de plusieurs pays.

²¹ Rapport de l'Union européenne sur la situation et les tendances du terrorisme 2018 (EUROPOL, 2018), p. 6.



En outre, les mouvements nationalistes, y compris les mouvements violents, bénéficient d'un soutien populaire, ce qui n'était pas arrivé en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. Ces dernières années, de plus en plus de rapports font état de discours de haine et de violence extrémiste à l'encontre des immigrés ou des minorités ethniques, nationales ou religieuses. Récemment, les mouvements anti-droits ont également mobilisé des jeunes pour diffuser des récits sexistes ou attaquer la communauté LGBTI+. Les discours polarisants et les politiques identitaires ont, dans certains cas, été provoqués ou approuvés en silence par les principaux partis politiques. Cette nouvelle tendance a donné un élan aux groupes extrémistes violents qui réapparaissent après avoir été perçus pendant des décennies comme des mouvements non pertinents et marginaux.

La radicalisation et l'extrémisme politique et idéologique ciblent directement les jeunes et leurs méthodes de recrutement ne se limitent pas aux discours traditionnels, mais s'appuient aussi, par exemple, sur des événements tels que des concerts musicaux et des rassemblements organisés par ce type de groupes. Par exemple, un rassemblement nationaliste coorganisé à Varsovie par Obóz Narodowo-Radykalny (camp radical nationaliste) le jour de l'indépendance de la Pologne en 2017 aurait attiré 60 000 participants de toute l'Europe. Le rassemblement a été interdit en 2018.²²

Une étude sur la participation des femmes aux groupes néo-nazis et à d'autres formes d'extrémisme de droite en Allemagne a révélé une augmentation du "nombre de femmes actives d'extrême droite ainsi qu'une croissance du nombre de groupes de femmes sur la scène de l'extrême droite. Les rôles et les positions que peuvent occuper les femmes se sont également élargis : des activistes, des combattants de rue et des chefs de gangs aux politiciens du gouvernement local, et des coordinateurs de manifestations aux activistes sur Internet.²³

EUROPOL a constaté qu'en 2017, 12 % des attentats échoués, déjoués ou menés à bien dans l'Union européenne étaient de type gauchiste. La cible de ce type de terrorisme est plus souvent des bâtiments gouvernementaux, et il conduit davantage à des troubles civils qu'à des violences contre des individus et des groupes.²⁴

Outre les facteurs politiques, d'autres facteurs peuvent être liés aux idéologies historiques. En raison de l'enseignement de l'histoire centré sur la nation. Il s'agit notamment de développer la haine et le chagrin autour de la victimisation en tant qu'élément de l'identité nationale.

Ces facteurs sont associés à un fort sentiment d'aliénation et d'injustice, par exemple le sentiment de ne pas être représenté par les dirigeants politiques et la police. Ces facteurs sont associés à un fort sentiment d'aliénation et d'injustice, par exemple le sentiment de ne pas être représenté par les dirigeants politiques et la police, souvent renforcé par la xénophobie, la discrimination et la marginalisation. Souvent, l'extrémisme peut être alimenté par des récits selon lesquels on est le peuple autochtone d'une certaine terre, on recherche la justice sociale pour des événements passés, on cherche à se venger sur la base de semi-vérités et de récits historiques. Ces tensions peuvent être difficiles à vivre, car elles sont souvent transmises aux jeunes sans leur fournir de mécanisme de pensée critique ou de rejet de ces idées, mais plutôt en tolérant des expressions d'intolérance qui peuvent se transformer en discours de haine et en crimes, y compris le terrorisme. Un autre résultat de ces récits est que certains jeunes sont poussés à rejoindre un groupe extrémiste violent parce qu'ils croient en un devoir sacré, une mission historique, une prophétie apocalyptique comme moyen de parvenir à la justice ou à l'égalité. Ainsi, les jeunes sont poussés, par exemple, à rejoindre des groupes d'extrême droite pour "protéger leur culture et leur pays" ou même à participer à des guerres étrangères.

²² "Polish Independence Day march by nationalists banned in Warsaw" (BBC News, Nov. 2018) - <https://www.bbc.com/news/world-europe-46123001>

²³ Claire Provost et Lara Whyte, " Pourquoi les femmes rejoignent-elles les mouvements d'extrême droite, et pourquoi sommes-nous si surpris ? " (OpenDemocracy.net, janvier 2018).

²⁴ European Union Terrorism Situation and Trend Report 2018 (EUROPOL, 2018), p. 9.



Selon l'Observatoire européen de l'enseignement de l'histoire, l'enseignement de l'histoire ne consiste pas seulement à enseigner aux élèves les dates clés et les grandes figures du passé. L'histoire peut montrer aux élèves comment penser de manière indépendante en examinant les événements avec un esprit critique et en comprenant comment ces événements ont eu un impact sur le monde et ont contribué à la formation de nos sociétés. Ces capacités d'analyse et de réflexion critique devraient permettre aux élèves de devenir des citoyens informés et actifs.²⁵

Questions psychologiques

Parfois, la radicalisation et l'extrémisme peuvent également être amplifiés par des facteurs socio-psychologiques. Des défis tels que la pression des pairs, mais aussi le manque d'accès aux services de santé mentale, peuvent entraîner de graves problèmes psychologiques, dont la radicalisation serait une manifestation.

Parmi les problèmes psychologiques, on peut citer le chagrin ou la critique, ainsi que des émotions telles que l'aliénation, l'isolement ou l'exclusion. Ces problèmes se manifestent principalement par un comportement très réservé, introverti et solitaire, et les jeunes touchés par ces problèmes passent souvent inaperçus parmi leurs pairs ou dans les salles de classe.

Une autre série de problèmes psychologiques va encore plus loin en manifestant de la colère et de la frustration en raison d'un fort sentiment d'injustice. Ces jeunes condamnent souvent la société, leurs pairs et le système en général. Souvent, les institutions d'une société démocratique sont pour eux la source de l'oppression, et leur interaction avec l'institution publique ou la majorité provoque chez eux des sentiments d'humiliation. En raison de leur compréhension du monde, un fort sentiment de victimisation guide leurs interactions, qui sont souvent très sensibles aux vulnérabilités personnelles. Un troisième groupe de problèmes psychologiques est lié à ce que l'on appelle une vision rigide du monde. Ces jeunes ont tendance à mal interpréter les situations, croient souvent aux théories du complot et s'opposent fermement aux normes culturelles ou sociétales dominantes.

Une autre expérience qui déclenche la radicalisation est le manque de soutien aux personnes qui font face à des traumatismes et à d'autres mécanismes de déclenchement. Souvent, le traumatisme psychologique subi directement par les parents n'est pas résolu, ce qui peut conduire à divers comportements violents, y compris la radicalisation.

De toute évidence, la socialisation est l'élément clé qui permet de renforcer ou de réduire les déclencheurs psychologiques de la radicalisation. Les groupes sociaux ont un impact sur l'estime de soi, l'identité et l'appartenance, et contribuent fortement à façonner les opinions et les valeurs. Les groupes stimulent également les amitiés, renforcent les amitiés préexistantes et les liens familiaux. Outre les éléments de socialisation, les groupes sociaux peuvent également partager une fascination commune pour un leader charismatique. Pour de nombreux jeunes radicalisés, l'appartenance à des groupes radicaux violents leur donne un sentiment d'appartenance qu'ils ne trouvent pas dans la société ordinaire. Ils s'associent à d'autres personnes qui partagent des besoins ou des exigences similaires.

Il est également important de mentionner que la radicalisation et les problèmes psychologiques ne se développent pas d'eux-mêmes. Souvent, des personnes extérieures, les "prêcheurs de haine" et ceux qui exploitent les vulnérabilités et les sentiments d'injustice des gens, alimentent ces sentiments.

²⁵ Mission de l'Observatoire européen de l'enseignement de l'histoire, <https://www.coe.int/en/web/observatory-history-teaching/regular-report>



jusqu'à ce qu'ils deviennent sérieux. Ces personnes sont souvent utilisées pour canaliser les recrues vers des groupes extrémistes par des méthodes telles que la persuasion, la pression et la manipulation.

Les médias sociaux ont changé notre façon de vivre, de travailler, de nous connecter et de communiquer, mais ils ont aussi rendu possible une radicalisation beaucoup plus rapide. Les médias sociaux offrent une connectivité, une participation virtuelle et, très dangereusement, une chambre d'écho pour les extrémistes partageant les mêmes idées. En raison de la logique changeante de l'internet, ce n'est plus un espace d'exploration, mais un espace qui ne sert que les mêmes points de vue idéologiques et politiques. Ces bulles d'information ou échos peuvent accélérer le processus de radicalisation et multiplier les possibilités d'"auto-radicalisation"²⁶

Il n'y a pas de voie toute tracée vers le terrorisme ni d'ensemble cohérent de facteurs conduisant à l'extrémisme et à la radicalisation. Une étude réalisée par le Comité d'experts du Conseil de l'Europe sur la lutte contre le terrorisme²⁷ identifie également certaines de ces raisons de la radicalisation et de l'extrémisme :

Sentiment de solitude et d'isolement, y compris confusion sur l'identité et incertitude quant à l'appartenance à la société ou aux structures communautaires, une situation parfois vécue par les migrants de deuxième génération dans les pays d'accueil.

Les tensions entre les personnes issues de sociétés conservatrices dans certains pays, qui limitent l'indépendance financière, la mobilité et l'action des femmes, et les sociétés libérales où l'égalité entre les sexes est plus grande dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'emploi et de la sécurité, les hommes se sentent intimidés par l'indépendance des femmes.

Croire que sa communauté est menacée de violence ou de persécution, ce qui inclut la xénophobie et le profilage de la population musulmane en Europe, ou la menace perçue pour la sécurité et le "mode de vie" local lorsque des immigrés d'origines culturelles et religieuses différentes s'installent dans les villes européennes.

Le chagrin et la colère liés à la discrimination et à la persécution par les services de l'État ou à l'inégalité d'accès à ces services. Cela inclut le profilage racial des personnes soupçonnées de terrorisme sur la base de leur appartenance ethnique et de leur religion à la suite d'attaques terroristes. En outre, il peut y avoir de la colère face à l'absence d'action internationale en réponse à la persécution des musulmans ou à l'implication de certains pays dans différentes guerres, telles que celle du Moyen-Orient²⁸, et récemment celle de l'Ukraine.

Causes et croyances religieuses

Le terrorisme influencé par la religion de Daesh commence en 2014 lorsque le groupe Daesh ou également connu sous le nom d'ISIS "revendique un territoire en Syrie et en Irak mais aspire à une portée mondiale en recrutant des membres bien au-delà de cette région et en faisant en sorte que ses adeptes et ses partisans perpètrent des violences dans le monde entier. Au plus fort de ses opérations en 2014-2015, ISIL/Daesh a attiré dans ses rangs environ 40 000²⁹ soi-disant combattants terroristes étrangers du monde entier, dont environ 6 000 d'Europe.

²⁶ RAN Issue Paper : The Root Causes of Violent Extremism (Ranstorp, Radicalisation Awareness Network, Commission européenne, 2016).

²⁷ Comité d'experts en matière de lutte contre le terrorisme, The Roles of Women in Daesh : Discussion Paper (Conseil de l'Europe, 2016).

²⁸ el-Said et Barrett, Enhancing the Understanding of the Foreign Terrorist Fighters Phenomenon in Syria (Bureau des Nations unies pour la lutte contre le terrorisme, 2017).

²⁹ Le défi du retour et de la relocalisation des combattants terroristes étrangers : Research Perspectives (Direction exécutive du Comité contre le terrorisme des Nations unies, 2018), p. 4.



La résolution 2178 du Conseil de sécurité des Nations unies définit les combattants terroristes étrangers comme des individus qui se rendent dans un État autre que leur État de résidence ou de nationalité dans le but de perpétrer, de planifier ou de préparer des actes terroristes ou d'y participer, ou de dispenser ou de recevoir un entraînement terroriste, y compris dans le cadre d'un conflit armé.³⁰

Ces dernières années, une nouvelle tendance se dessine en raison des pertes territoriales de Daesh en Irak et en Syrie, de nombreux combattants terroristes étrangers retournant dans leur pays d'origine ou dans d'autres pays Of European Union Terrorism Situation and Trend Report 2016 (EUROPOL, 2016), p. 29. 17% des rapatriés sont des mineurs, qui présentent un certain nombre de défis pour les États à leur retour, en particulier pour les systèmes de justice pénale. Le sort des rapatriés associés à Daesh a été très variable. Certains ont été pris en charge par les systèmes de justice pénale des pays dans lesquels ils sont retournés et doivent répondre de leur assistance ou de leur association avec un groupe extrémiste ou terroriste. Certains rapatriés semblent avoir abandonné leur idéologie extrémiste violente pour diverses raisons, notamment la désillusion, et bénéficient d'une aide à la réinsertion, tandis que d'autres n'ont pas été déradicalisés et continuent de représenter une véritable menace pour la sécurité.

"Bien que les réseaux terroristes étrangers de retour au pays continuent de représenter une menace en termes de violence potentielle et d'inspiration pour d'autres, la majorité des attaques inspirées par Daesh en 2017 ont été menées par des terroristes dits "de souche" qui ont été radicalisés dans leur pays de résidence et ne se sont jamais rendus à l'étranger pour rejoindre un groupe terroriste. Cela va souvent à l'encontre des croyances populaires, notamment celles présentées par certaines forces politiques polarisantes. Ce sont ces acteurs solitaires, des personnes qui n'ont pas de liens directs avec Daesh ou toute autre organisation terroriste, qui peuvent représenter l'une des menaces les plus difficiles à détecter pour les forces de l'ordre".³¹

Les groupes extrémistes chrétiens sont également en augmentation, généralement liés à des théories du complot. Ces groupes ont un fort impact sur les sociétés avec un discours anti-droits et anti-genre, ainsi qu'avec des attaques terroristes. L'attaque terroriste la plus connue est sans doute celle de Now, après la théorie du complot QAnon qui a contribué à motiver l'insurrection au Capitole des États-Unis, motivée par l'expression ouverte de la foi chrétienne par de nombreux participants. Aux États-Unis, mais aussi en Europe de l'Est, les églises chrétiennes peuvent avoir une dénomination différente, mais leur clergé et leurs pasteurs diffusent ouvertement la théorie du complot parmi les croyants. En Serbie, par exemple, l'Église a qualifié les LGBT de "rejetons de Sodome et Gomorrhe", et Amfilohije Radovic, grand prêtre et principal prélat de l'Église orthodoxe serbe, a indirectement, mais sans ambiguïté, justifié les violences prévues contre la Pride Parade et, d'une certaine manière, a même invité ses fidèles à prendre part à ces violences. Le prêtre Dragan Terzic a également commenté la loi sur l'interdiction de la discrimination : "Cette loi supprime la frontière entre le bien et le mal. Elle a des effets néfastes non seulement sur le plan moral, mais aussi sur la société, la rapprochant de l'animal, ce qui est une catastrophe pour l'ensemble de la nation et de l'État".³²

Il est très délicat de s'assurer que la liberté de religion n'est pas mise en péril lorsqu'on traite de l'extrémisme au nom de la religion. Dans cette optique, la lutte contre l'extrémisme et la radicalisation motivés par la religion nécessite de très bonnes capacités d'équilibrage. D'une part, les sociétés doivent tenir les institutions religieuses et leurs représentants responsables de leurs actes, mais d'autre part, elles ne doivent pas limiter la liberté de pensée, de conscience et de religion. Selon l'article 9 de la Convention européenne des droits de l'homme, toute limitation des manifestations de

³⁰ Voir S/RES/2178 (Conseil de sécurité des Nations unies, 2014).

³¹ European Union Terrorism Situation and Trend Report 2018 (EUROPOL, 2018), p. 6.

³² Étude sur l'homophobie, la transphobie et la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre - Rapport sociologique : Serbie, Institut danois des droits de l'homme, https://www.coe.int/t/Commissioner/Source/LGBT/SerbiaSociological_E.pdf



la liberté de pensée, de conscience et de religion ne peut être motivée que par l'intérêt de la sécurité publique, la protection de l'ordre public, de la santé ou de la morale, et par les droits et libertés d'autrui. L'article 18 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques est très similaire : la liberté de pensée, de conscience et de religion peut être restreinte si cela est nécessaire pour protéger "la sécurité, l'ordre et la santé publics, la morale ou les libertés et droits fondamentaux d'autrui". Il est clair que les normes internationales en matière de droits de l'homme concernent "la liberté de manifester sa religion ou ses convictions" et non la substance ou le contenu de cette religion ou de ces convictions. Selon l'article 18.2 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, "nul ne sera soumis à une contrainte pouvant porter atteinte à sa liberté d'adopter une religion ou une conviction de son choix"³³ .

³³ Strasbourg, 20 juin 2012 CDL-AD(2012)016 Or. Commission de Venise.
[https://www.venice.coe.int/webforms/documents/default.aspx?pdffile=CDL-AD\(2012\)016-e](https://www.venice.coe.int/webforms/documents/default.aspx?pdffile=CDL-AD(2012)016-e)

L'impact de la pandémie de Covid-19 sur la radicalisation des jeunes

Selon une étude récente d'OBESSU³⁴, "l'impact de la pandémie sur les systèmes éducatifs est à la fois lourd et disproportionné, et dépend généralement de la négligence passée. Les coupes budgétaires opérées dans le secteur public au cours des dernières décennies ont contribué à la stagnation des méthodes, au sous-développement des installations et à la précarisation des conditions de travail des enseignants. Les systèmes scolaires de la plupart des pays de l'UE n'étaient donc pas prêts à garantir l'apprentissage numérique à tous les élèves. La détresse, l'impuissance et l'incertitude des jeunes sont dues au fait que leurs besoins et leur situation ont rarement été pris en compte lors de l'élaboration des stratégies de lutte contre la crise.

Le continuum de la marginalisation qui, selon nous, contourne la contingence de Covid-19. Si aucune mesure n'est prise, les élèves subiront les conséquences à long terme de la pandémie dans les sphères sociales, économiques et émotionnelles de leur vie".

Cette citation tirée de l'étude d'OBESSU décrit parfaitement le changement de réalité en ce qui concerne l'impact du COVID-19 sur les jeunes. La crise de la pandémie a tout mis en ligne, et les systèmes en ligne sont apparus avec beaucoup de désinformation, de discours haineux et de désillusion. À une époque où les relations sociales et communautaires ont été coupées et où l'éducation est devenue plus difficile d'accès qu'auparavant, les jeunes (mais pas seulement) se sont retrouvés sans grand soutien et ont été facilement manipulés par des théories de conspiration, des discours de haine, des opinions extrêmes et radicales et des sentiments d'impuissance. Dans la plupart des pays de l'UE, les systèmes scolaires et d'animation de jeunesse n'étaient pas prêts à garantir l'apprentissage numérique pour tous, ce qui signifie que de nombreux étudiants et apprenants ont été laissés pour compte.

Le fait que leurs besoins et leur situation soient rarement pris en compte lors de l'élaboration de stratégies d'adaptation à la crise contribue à la souffrance, à l'impuissance et à l'incertitude vécues par tous les jeunes. Dans certains cas, les conséquences à long terme de la pandémie dans les domaines social, économique et émotionnel ne sont pas encore visibles. Cependant, certains des espaces laissés sans surveillance par l'éducation et le travail de jeunesse, ainsi que le manque de travail social et d'activités d'inclusion ou d'intégration, ont déjà entraîné une aliénation croissante des jeunes par rapport à la société dans laquelle ils vivent.

Dans son Spotlight d'octobre 2022, le réseau de sensibilisation à la radicalisation de la Commission européenne s'est principalement concentré sur le COVID-19, l'extrémisme violent et les mouvements antigouvernementaux.³⁵ Le réseau conclut que : "Alimentée par la pandémie de COVID-19 et les mesures correspondantes prises par les gouvernements et les autorités, l'action antigouvernementale a connu une recrudescence dans toute l'Europe. Plusieurs groupes extrémistes, de droite comme de gauche, se nourrissent de fausses informations, de désinformation, de récits conspirationnistes et de fausses nouvelles et les propagent. Ces informations atteignent un large public qui, à son tour, devient violent à l'égard des autorités. À la suite des événements récents, nous constatons un mélange croissant d'anti-vaxxers (le mouvement anti-vaccination COVID), de conspirationnistes - y compris ceux qui propagent la désinformation sur l'invasion de l'Ukraine par la Russie, qui sont souvent les mêmes groupes qui propagent la désinformation sur la pandémie COVID-19 -, d'extrémistes climatiques, et bien d'autres encore. Le résultat cumulatif est une augmentation de la méfiance du public, en particulier des personnes vulnérables, à l'égard des autorités et des gouvernements".

³⁴ Through school student's eyes : impact and challenges of COVID-19 on education systems in Europe, Gilda C. Isernia avec le soutien de Rute Nunes, OBESSU, 2022, www.obessu.org

³⁵ Spotlight on COVID-19, Violent Extremism and Anti-Government Movements | October 2022, European Commissions' RAN Network, https://home-affairs.ec.europa.eu/networks/radicalisation-awareness-network-ran/ran-media/ran-spotlight/spotlight-covid-19-violent-extremism-and-anti-government-movements_en



Il est très difficile de naviguer dans un système aussi complexe de récits qui suscitent la confusion, le sentiment d'isolement et la méfiance à l'égard des institutions. Traditionnellement, le travail de jeunesse aurait servi de pont entre les jeunes et le secteur public, mais avec les restrictions du COVID-19, il n'a pas pu remplir ce rôle. Dans un tel environnement, les jeunes ont dû choisir entre différentes options, des informations fausses et trompeuses, et l'association avec des groupes ayant des modes de fonctionnement violents et extrémistes.

Dans ce contexte, le processus de radicalisation n'est pas seulement en ligne, mais peut également provenir des membres de leur famille et de leur groupe d'amis. Il est évident que les jeunes ne sont pas les seules victimes des nouveaux récits de radicalisation antigouvernementale. Tout le monde a été confronté à la radicalisation et en particulier aux théories du complot sur les vaccins, aux récits sur le virus et sa création et à d'autres informations erronées visant à radicaliser les opinions de la population. Les animateurs de jeunesse sont donc désormais confrontés à un contexte plus complexe et multiforme, où chaque récit peut déclencher des réactions extrémistes violentes en ligne et, malheureusement, ces récits sont également visibles dans les élections, les relations et le travail avec le secteur public, la participation, l'accès aux droits, la discrimination, les médias et bien d'autres domaines.



Le rôle des animateurs de jeunesse dans la prévention de la radicalisation

Prévention et sensibilisation

La prévention de l'extrémisme et de la radicalisation, en ligne et hors ligne, chez les jeunes est une question complexe et aux multiples facettes. Différents services répressifs (police, parquet, inspection) travaillent sur cette question, en plus des services politiques et d'élaboration des politiques, des médias, de l'éducation, du travail social et des institutions religieuses elles-mêmes. Cela dit, les animateurs de jeunesse peuvent jouer un rôle important, car ils sont les premiers à créer des relations positives avec les jeunes. Les espaces réservés à l'animation socio-éducative doivent constituer un environnement sûr et accueillant où tout jeune peut exprimer ses opinions, ses expériences et ses préoccupations. En créant ces liens sociaux, l'animation jeunesse peut réduire le risque que certains jeunes soient trop influencés par l'extrémisme en ligne. Le travail de jeunesse, c'est aussi la participation active et l'engagement, parfois par le biais de structures de participation, mais aussi d'activités telles que le sport, les arts, le bénévolat, etc. L'important est d'aider les jeunes à tisser des liens sociaux et à créer leurs groupes d'amis, ce qui peut réduire le risque qu'ils se sentent isolés et vulnérables au recrutement extrémiste et radical.

De manière plus structurée, les animateurs de jeunesse peuvent également promouvoir l'éducation aux médias et la pensée critique en aidant les jeunes à examiner les sources et la validité des informations, à comprendre le contexte et l'intention des messages provenant des médias et des plateformes en ligne. En outre, les animateurs de jeunesse peuvent soutenir les jeunes qui luttent contre l'anxiété, la dépression ou l'isolement en raison de divers problèmes, sociaux, familiaux, économiques, etc. Parler de l'extrémisme violent peut également aider les jeunes à comprendre le phénomène et à alerter lorsqu'ils remarquent que quelqu'un s'isole et est de plus en plus influencé par les récits extrémistes. Le rôle de la non-violence est également très important à promouvoir en tant que culture de la communication, du dialogue et de l'empathie. Toutefois, la prévention de l'extrémisme chez les jeunes nécessite une approche holistique qui s'attaque aux causes sous-jacentes de l'extrémisme, et les animateurs de jeunesse ne sont qu'un élément du système qui implique également les parents des jeunes, les éducateurs, mais aussi les services répressifs, les dirigeants politiques et religieux, les médias et d'autres encore.

Domaines de compétences pour le développement des animateurs de jeunesse

Que doivent savoir, être capables de faire et avoir comme attitude les animateurs de jeunesse pour s'engager dans la lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation ?

Le tableau ci-dessous propose une liste de compétences susceptibles de contribuer au développement des animateurs de jeunesse, de l'éducation et de la formation. Le cadre de compétences présenté ne vise pas à créer un animateur de jeunesse tout puissant, mais au contraire à donner des idées sur les domaines que les animateurs de jeunesse et les formateurs en éducation non formelle peuvent développer, afin de pouvoir travailler à la prévention de l'extrémisme violent et de la radicalisation.

Domaine de compétence : Comprendre le concept d'extrémisme violent et de radicalisation		
COMPÉTENCES	CRITÈRES	INDICATEURS
Compréhension des causes et des définitions de l'extrémisme violent et de la radicalisation	Connaissance des cadres actuels de définition de l'extrémisme et de la radicalisation, ainsi que de leurs causes et manifestations	Compréhension du contexte socioculturel et de l'aspect de la violence qui provoque l'extrémisme et la radicalisation Démontre une compréhension des causes profondes et des manifestations des signes d'extrémisme et de radicalisation chez les jeunes.
	Capacité à comprendre les défis sociétaux et culturels, les récits et les pièges qui conduisent à la radicalisation	Peut présenter divers exemples de questions qui alimentent l'extrémisme et la violence, fondées sur des préjugés tenaces, des récits qui incitent au discours de haine et d'autres questions sociales et culturelles conduisant à l'extrémisme et à la radicalisation.
	Conscience de soi et envie d'en savoir plus sur les évolutions et les tendances de la violence, de l'extrémisme et de la radicalisation chez les jeunes.	Démontre sa capacité à identifier des lectures, des sources d'information, des documents académiques et à acquérir de nouvelles connaissances sur le sujet. A envie de s'engager et d'approfondir le sujet.
Compréhension des théories (interculturelles, citoyenneté mondiale, droits de l'homme, etc.)	Connaissance des théories actuelles sur la culture, l'identité et la communication interculturelle	Comprend la culture comme un processus dynamique et multiforme (hétérogénéité de la culture) et la complexité du processus de communication interculturelle Comprend les liens entre la culture et l'identité et les différents modèles de culture, ainsi que la manière dont certains d'entre eux peuvent conduire à l'isolement et à l'exclusion.
	Connaissance des cadres des droits de l'homme, de la responsabilité et de l'éducation à la citoyenneté mondiale	Connaît les principaux droits de l'homme affectés par l'extrémisme et la radicalisation Connaissance des cadres et de l'approche de l'éducation aux droits de l'homme
	Capacité à expliquer clairement les approches méthodologiques appliquées au travail de prévention contre l'extrémisme et la radicalisation	Peut expliquer clairement aux apprenants quelles méthodologies appliquées dans l'animation socio-éducative sont efficaces pour prévenir la radicalisation et l'extrémisme.
	Sensibilisation à la discrimination et à l'inégalité, aux questions de justice sociale, aux récits historiques, culturels et religieux	Comprend les interconnexions entre les préjugés, l'inégalité et la discrimination suit de près les tendances des récits sur la justice sociale, les récits historiques, culturels et religieux et leur impact sur les jeunes
	Compétences techniques concernant la communauté locale et les autres parties prenantes travaillant à la prévention de l'extrémisme violent et de la radicalisation	Connaissance des étapes pratiques pour établir un partenariat avec les écoles, les forces de l'ordre, les médias, les parents et d'autres acteurs. Compétences en matière de communication et de coopération avec d'autres prestataires de services tels que les enseignants et le personnel scolaire, les officiers de police, les enquêteurs, les

	journalistes et les associations de parents d'élèves.	
	Aptitude à fixer des objectifs communs avec les acteurs locaux, les parents et d'autres personnes, et à travailler en partenariat	Capacité à communiquer ouvertement avec les acteurs locaux sur les questions liées à l'extrémisme et à la radicalisation et à proposer des actions.
Être capable d'agir en tant qu'organisateur d'activités d'animation jeunesse contre l'extrémisme et la radicalisation	Connaissance des éléments nécessaires à la mise en œuvre d'un programme de travail de jeunesse contre l'extrémisme et la radicalisation	Connaissance des conditions techniques requises, telles que la salle, le matériel, le calendrier, etc., ainsi que du profil des participants, des conditions de travail et d'autres conditions liées au contexte.
	Compétences en matière d'organisation et de gestion du programme de travail des jeunes	Capacité à planifier et à gérer les conditions techniques nécessaires à la mise en œuvre du programme de travail pour la jeunesse, compétences de base en matière de gestion, de communication et autres compétences pertinentes.
Domaine de compétence Élaborer et mettre en œuvre des programmes éducatifs³⁶		
COMPÉTENCES	CRITÈRES	INDICATEURS
Développer une approche éducative basée sur les principes et les valeurs de l'apprentissage non formel	Connaissance du concept et des valeurs de l'apprentissage non formel en tant que pratique éducative	Démontre une compréhension des valeurs et des principes clés de l'éducation et de la formation non formelles. Démontre une compréhension des différentes méthodes et concepts éducatifs pour l'évaluation des besoins
	L'ouverture d'esprit et l'acceptation d'éléments inattendus lors de la définition de l'approche éducative	Évalue les questions contextuelles actuelles liées à l'extrémisme et à la radicalisation avant ou au tout début de l'activité d'animation socio-éducative.
		Répondre aux questions et aux intérêts des apprenants par une approche pédagogique adéquate et adaptée est à l'aise avec un programme adaptable basé sur les expériences et les problèmes des jeunes - apprenants
	Acceptation des concepts clés, des valeurs et de la pratique consolidée de l'apprentissage non formel	est à l'aise pour aborder et appliquer les principes de l'apprentissage non formel lors de la conception d'un programme, en mettant particulièrement l'accent sur la participation active des jeunes Démontre un véritable intérêt pour la question de la lutte contre l'extrémisme et la radicalisation.
Sélectionner, adapter ou créer des méthodes appropriées	Connaissance des méthodes existantes et de leurs sources	Identifie les méthodes appropriées à partir des ressources disponibles dans le domaine de l'éducation aux droits de l'homme.
	Connaissance des méthodologies utilisées dans la formation des jeunes	Explique les méthodologies utilisées dans un atelier lors du choix, de l'adaptation et de la création de méthodes. Peut appliquer des méthodologies liées à l'éducation aux médias et à la pensée critique, à l'éducation aux droits de l'homme, à la lutte contre le terrorisme et au dialogue interreligieux.
	Compétence pour choisir, adapter ou créer une méthode appropriée	Créer et adapter des méthodes en conséquence en gardant à l'esprit les questions les plus pertinentes liées à la lutte contre l'extrémisme et la radicalisation.
	Capacité à s'adapter à une situation de formation changeante	Improvise et s'adapte aux situations changeantes

³⁶ Inspiré par le cadre de compétences de TALE - Trainers for Active Learning in Europe, 2011 <https://pjp-eu.coe.int/en/web/youth-partnership/tale?desktop=false>

	Courage d'improviser, de s'adapter et de faire face à des situations inconnues et imprévues	L'audace d'improviser et de s'adapter à des situations inconnues et imprévues a toujours été guidée par l'idée de promouvoir les droits de l'homme et la non-violence.
Comprendre et faciliter les processus d'apprentissage en groupe	Connaissance des théories et concepts des relations de pouvoir	Comprend le pouvoir et la responsabilité du formateur/animateur dans un atelier Comprend le pouvoir de la dynamique de groupe
	Compétences en matière d'écoute active et de communication non verbale	Écouter attentivement les autres sans les interrompre et de manière impartiale. Prêter attention au langage corporel
	Aptitude à poser des questions pertinentes et à conclure la réflexion sur l'apprentissage	Pose des questions ouvertes en rapport avec le sujet et dirige la discussion.
	Disponibilité à se confronter et à être confronté	ose pousser les apprenants dans la zone d'étirement, puis conclure leur processus d'apprentissage en toute sécurité
	Compétence pour diriger le processus d'apprentissage par le biais d'un débriefing	Connaît le cycle d'apprentissage par l'expérience Se réfère à l'expérience pour poser des questions adéquates et conduire les apprenants à des conclusions
Compétences liées à l'évaluation et à l'établissement de rapports	Compréhension du cycle d'apprentissage par l'expérience et du rôle du débriefing dans ce cycle	Capacité à impliquer dans le processus de débriefing des participants ayant des styles d'apprentissage différents au sein du groupe
	Compétences pour guider le processus d'apprentissage d'un groupe par le biais d'un débriefing	Gère une discussion en cas d'affirmations et de convictions divergentes, tout en l'orientant vers la non-violence. Capacité à reconnaître les désaccords et à appliquer des moyens et des méthodes spécifiques pour gérer les désaccords Encourage l'observation, l'expérience, la réflexion, le raisonnement et la communication entre les apprenants.
	Capacité à gérer le processus de débriefing en cas de tensions et de désaccords	Comprend les différentes approches visant à sensibiliser les participants à leur apprentissage et la manière d'utiliser les résultats de l'apprentissage à leur propre avantage. Sensibilisation aux résultats de l'apprentissage par le biais de questions pertinentes et d'un espace d'auto-réflexion. Encourage l'expression de différents points de vue dans un espace sûr afin de lutter contre l'extrémisme et la radicalisation.
Conception de sessions basées sur les besoins (NAOMIE)	Volonté de soutenir les participants et de leur donner les moyens d'utiliser les résultats de leur apprentissage	Favorise la confiance et motive les participants à appliquer les résultats de leur apprentissage et à devenir actifs dans la lutte contre l'extrémisme et la radicalisation parmi leurs pairs.
	Aptitude à évaluer/analyser les besoins des apprenants	évalue les besoins des apprenants avant ou au tout début de l'activité de formation afin d'adapter les thèmes aux problèmes locaux pertinents qui conduisent à la lutte contre l'extrémisme et la radicalisation.
	Compétences pour choisir les méthodes appropriées	Applique des méthodes et des approches pour le transfert de connaissances et de valeurs dans les processus d'apprentissage ainsi que pour la promotion de la pensée critique. Répondre aux besoins des apprenants par une approche pédagogique adéquate et adaptée

	Aptitude à fixer des objectifs d'apprentissage en fonction des besoins des apprenants	Fait preuve d'un intérêt réel pour les besoins des apprenants
Domaine de compétence : Communication et travail d'équipe		
COMPÉTENCES	CRITÈRES	INDICATEUR
Une communication efficace	Capacité à exprimer clairement ses pensées et ses émotions	Comprend clairement les sentiments et les émotions et leur impact sur les autres. Permet aux participants - les jeunes - de partager leurs émotions sur des questions qui les touchent.
	Compétences liées à l'écoute active	Démontre une compréhension des concepts de l'écoute active et de la communication non verbale
		Écouter attentivement les autres sans les interrompre et de manière impartiale. Prêter attention au langage corporel
	Sensibilisation à la diversité	travaille efficacement avec des jeunes issus de milieux différents, en tenant compte notamment des jeunes introvertis et isolés et des spécificités de leur contexte social, culturel, économique et religieux Est sensible aux besoins et aux défis des jeunes, à leur accès aux récits et aux points de vue sur le monde. Ils peuvent clairement faire la distinction entre les signes de radicalisation et d'isolement et le simple fait d'être introverti ou d'être confronté à l'exclusion.
Prise de parole en public	Connaissances et compétences en matière de prise de parole en public	Connaissance des techniques de prise de parole en public Compétences pour s'exprimer clairement et avec confiance
	Compétence pour soutenir et encourager/confronter le groupe et/ou l'apprenant de manière utile	Soutient et encourage/confronte le groupe et/ou l'apprenant d'une manière utile pour le groupe/l'apprenant
Créer un environnement d'apprentissage inclusif et ciblé	Connaissance des moyens et méthodes permettant d'encourager la créativité, la résolution de problèmes et la pensée "hors normes".	Fait référence à une variété de méthodes qui encouragent la créativité, la résolution de problèmes et la pensée "hors des sentiers battus", dans le cadre de la promotion de la pensée critique.
	Curiosité et ouverture d'esprit pour improviser et expérimenter en vue de l'inclusion	ose improviser et expérimenter afin d'impliquer davantage de jeunes isolés et non touchés dans les programmes
	Connaissance des limites éthiques	Adopte un comportement approprié qui respecte les limites éthiques au sein d'un groupe de jeunes donné.
Connaître les processus d'équipe et être capable de travailler en équipe	Connaissance des processus d'équipe et de leur influence sur l'efficacité de l'équipe	Se rappeler les processus d'équipe et leur influence potentielle sur l'efficacité de l'équipe, en particulier si l'on travaille avec des partenaires extérieurs.
	Ouverture aux processus d'équipe et reconnaissance de leur importance	Montre de l'intérêt pour le travail en équipe et n'ignore pas les problèmes liés au travail en équipe.
Domaine de compétence : Apprendre à apprendre et apprentissage interculturel		
COMPÉTENCES	CRITÈRES	INDICATEURS
Expérience et pratique de la lutte contre la	Connaissance des étapes de préparation pratique et identification des questions	Peut dresser une liste des actions les plus importantes à entreprendre pour ouvrir des sujets importants pour la lutte contre la radicalisation violente et l'extrémisme.

radicalisation violente et l'extrémisme	clés relatives à la lutte contre la radicalisation violente et l'extrémisme	Peut établir des liens et engager le dialogue avec la communauté, les parents et les autres parties prenantes, ce qui conduit à un apprentissage et à un soutien mutuels.
	Compétences pour réfléchir sur le processus de préparation et appliquer les points d'apprentissage dans les étapes suivantes de l'activité de travail de jeunesse	Identifie facilement si les activités de préparation sont effectuées avec l'attention et la qualité requises
		propose des activités et des stratégies supplémentaires pour garantir que les activités de travail des jeunes sont correctement préparées
Expérience et pratique de l'apprentissage interculturel, y compris l'apprentissage interreligieux	Connaissance et intérêt pour l'apprentissage interculturel et interreligieux et les cadres théoriques.	établit un lien entre l'activité d'animation socio-éducative et les théories et concepts pertinents en matière d'apprentissage interculturel et de dialogue interreligieux
	Compétences pour faciliter avec succès l'apprentissage interculturel	propose des mesures efficaces pour surmonter des situations imprévues et faciliter un processus d'apprentissage interculturel
Compétence pour donner et recevoir un retour d'information sur la manière d'améliorer le travail effectué dans ce domaine	Capacité à mener une réflexion critique sur les résultats des activités d'animation socio-éducative	Peut utiliser l'évaluation et le retour d'information pour estimer dans quelle mesure les objectifs d'apprentissage de l'activité d'animation socio-éducative ont été atteints.
	Capacité à recevoir un retour d'information	Peut identifier les points forts et les points faibles en termes de contenu de l'activité mise en œuvre Écouter activement et comprendre le retour d'information reçu de toutes les parties prenantes.
Auto-réflexion en tant qu'animateur de jeunesse	Évaluer ses propres acquis d'apprentissage et ses compétences	Appliquer des méthodes appropriées d'évaluation et d'auto-évaluation de ses propres résultats d'apprentissage.
		Prendre la responsabilité d'effectuer une auto-évaluation et d'élaborer un plan de développement personnel sur la base de cette évaluation.
	Développement personnel/professionnel grâce au retour d'information	Comprend les valeurs et les mécanismes du retour d'information Donner, recevoir et intégrer le retour d'information de manière constructive Demande un retour d'information



Principaux acteurs de la lutte contre la radicalisation

La section suivante donne un aperçu des principales parties prenantes dans la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme, mais d'un point de vue non juridique, principalement par le biais du travail de prévention. D'autres parties prenantes, telles que les services répressifs, le système judiciaire, les services de renseignement et les services antiterroristes, se concentrent sur la sécurité de la population en général et sur le respect de l'État de droit.

Cette vue d'ensemble se concentre sur les points suivants

- Parties prenantes dans le domaine de l'éducation
- Parties prenantes dans le domaine de la société civile des jeunes
- Médias, intermédiaires de l'internet, y compris les entreprises technologiques

Ces acteurs ont été sélectionnés en raison de leur impact direct sur les jeunes.

Parties prenantes dans le domaine de l'éducation

La clé de la lutte contre la radicalisation est de travailler sur la prévention plutôt que de se concentrer sur les mesures répressives. Dans cette optique, les parties prenantes impliquées dans l'offre d'éducation formelle et non formelle constituent le premier niveau de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation chez les jeunes. Malheureusement, les acteurs du secteur de l'éducation sont souvent mal préparés et pas vraiment équipés pour travailler sur ces questions. Les enseignants peuvent parfois être anxieux à l'idée de relever des défis aussi nouveaux et peu familiers que la radicalisation et l'extrémisme violent.

Certaines des institutions d'éducation formelle visant à prévenir et à contrer la radicalisation et l'extrémisme devraient être repensées de manière holistique, notamment en réimaginant les écoles comme un environnement fondé sur les droits de l'homme, tant en termes de méthodes que de programmes d'études. L'éducation aux droits de l'homme pour les jeunes contribue à un processus de construction positive de leur identité et de lutte contre l'influence négative qui peut découler de diverses idéologies et plates-formes extrémistes.

Les systèmes éducatifs, tant formels que non formels, devraient se concentrer sur le développement de compétences telles que la pensée critique, le dialogue et la résolution pacifique des conflits. Ces domaines sont essentiels pour permettre aux jeunes de réfléchir, d'interagir avec les autres, de canaliser et d'exprimer pacifiquement leurs opinions, de rejeter les appels à la violence et à l'intolérance et de désapprendre les comportements violents. La capacité des établissements d'enseignement, des enseignants et des animateurs de jeunesse à enseigner ces compétences doit être renforcée.

L'éducation formelle et informelle devrait promouvoir le respect et l'appréciation de la diversité, en particulier dans l'utilisation du langage, et souligner que la criminalité, en particulier le terrorisme, ne peut être identifiée à des groupes ethniques, raciaux, religieux ou autres spécifiques. L'éducation joue un rôle central dans le développement et la promotion de récits partagés de tolérance et de compréhension mutuelle, qui permettent de lutter contre la discrimination et les discours de haine.

Le secteur de l'éducation devrait tendre la main et intégrer les établissements d'enseignement confessionnels ainsi que les personnes engagées en faveur de la paix et représentant un large éventail de croyances. De cette manière, les systèmes d'apprentissage favoriseront leur interopérabilité et



l'acceptation de la diversité, tandis que l'éducation comportera des approches interconfessionnelles solides.

Parties prenantes dans le domaine de la société civile des jeunes

Le danger de radicalisation et d'extrémisme chez les jeunes est souvent alimenté par des problèmes de discrimination, d'exclusion et de marginalisation. Ce sont les questions les plus proches du travail de la société civile de jeunesse. Les organisations de jeunesse devraient jouer un rôle dans la promotion des sentiments d'appartenance à la société et encourager le développement de l'engagement actif, civique et démocratique de tous les jeunes. Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour atteindre les jeunes qui sont isolés, se sentent désengagés et subissent déjà l'exclusion pour d'autres raisons. Ces efforts sont essentiels pour lutter contre la radicalisation et l'extrémisme.

Les organisations de jeunesse peuvent également jouer un rôle en apportant un soutien aux jeunes et à leurs identités "hybrides", qui s'appuient souvent sur les médias sociaux et appartiennent à différents groupes.

La société civile doit également agir pour promouvoir et protéger les démocraties, c'est-à-dire une société dans laquelle les individus, au-delà de leur diversité, sont rassemblés autour de valeurs universelles et partagées des droits de l'homme et des démocraties pluralistes. La société civile des jeunes joue un rôle central dans la mise en place d'initiatives visant à lutter contre la radicalisation et l'extrémisme par le biais de l'éducation non formelle. Ces initiatives peuvent également introduire des partenariats avec les médias modernes (Internet et médias sociaux), mais aussi avec le secteur public et les entreprises.

Le travail de jeunesse peut promouvoir la cohésion par le biais d'initiatives artistiques et sportives qui renforcent le dialogue interculturel, la réconciliation et l'intégration. Ces activités de travail de jeunesse peuvent contribuer à jeter des ponts entre des groupes divisés ou à rassembler des communautés de jeunes par le biais d'une activité neutre dans laquelle ils peuvent s'engager collectivement. Très souvent, dans certains quartiers d'Europe, il est possible de trouver des jeunes désengagés qui n'ont jamais rencontré d'autres jeunes issus de groupes ethniques, sociaux, religieux ou culturels différents. Le travail de jeunesse a pour rôle de créer de telles passerelles et de redonner aux jeunes la valeur de la diversité.

Le travail de jeunesse peut également aider les jeunes à coopérer avec les entreprises locales et à s'engager dans le développement économique local. Pendant plusieurs années, même le programme jeunesse de l'UE s'est concentré sur le soutien à l'employabilité et à l'esprit d'entreprise des jeunes. L'implication des membres de la communauté et la reconnaissance par les dirigeants de la communauté peuvent être de fortes incitations pour les jeunes à s'engager dans ce type d'activité.

Médias, intermédiaires de l'internet, y compris les entreprises technologiques

La responsabilité de répondre au discours de haine, à la radicalisation et à l'extrémisme en ligne ne passe pas seulement par le travail de l'éducation et de la jeunesse. Les médias et les entreprises technologiques devraient également être en première ligne pour répondre au volume élevé de contenus et de comportements extrémistes violents, xénophobes et intolérants en ligne visant les groupes religieux, les minorités ethniques, les femmes et les membres de la communauté LGBT. Les droits de l'homme et les libertés fondamentales s'appliquent de la même manière en ligne et hors ligne, même s'il faut plus de temps pour que les forces de l'ordre agissent dans les espaces numériques. Un exemple positif qui montre le pouvoir de la société civile des jeunes et la nécessité de



représenter ceux qui pourraient être victimes de l'extrémisme est l'affaire contre Twitter en Allemagne. Twitter est poursuivi en Allemagne par deux groupes qui affirment que le réseau social n'a pas supprimé six messages attaquant le peuple juif et niant l'Holocauste, après qu'ils aient été signalés. Il s'agit là d'un cas unique qui obligera les entreprises technologiques à mettre en œuvre leurs propres conditions d'utilisation du service.³⁷ Grâce à un contrôle et une supervision plus stricts, les entreprises technologiques peuvent également cartographier et supprimer les espaces utilisés par les groupes radicaux pour diffuser des informations erronées et recruter de nouveaux jeunes.

Cela dit, il est important de conserver et de protéger la liberté d'expression et ces limitations ne doivent pas se faire au détriment du respect et de la protection effective des droits d'autrui. Le signalement des contenus illégaux et extrémistes sur Internet améliorera l'utilisation des médias sociaux en toute sécurité, notamment en réduisant les risques et en supprimant les contenus extrémistes haineux et violents.

Les médias devraient également s'engager auprès des jeunes activistes en ligne et des organisations de jeunesse qui s'engagent à promouvoir les droits de l'homme en ligne. Parmi les initiatives possibles, on peut citer la création de réseaux en ligne de jeunes militants des droits de l'homme et la mise en place d'une formation aux campagnes en ligne contre l'intolérance et la discrimination. Il existe également des exemples de projets européens visant à soutenir l'élaboration de contre-récits par les jeunes, à les former à la réponse non violente à la violence et à la haine en ligne, ainsi qu'à relier les efforts en ligne et hors ligne³⁸.

Les médias traditionnels et modernes sont de plus en plus utilisés par les groupes extrémistes pour diffuser leurs récits et recruter de nouveaux adeptes. Ce ne sont pas seulement les médias sociaux, mais aussi les médias traditionnels qui diffusent des messages de discrimination et de préjugés et qui renforcent le désengagement. Les jeunes sont particulièrement exposés au risque de radicalisation et d'extrémisme en raison de leur utilisation des médias sociaux et de l'internet, combinée à divers facteurs personnels et contextuels. Les médias sociaux, mais aussi les médias traditionnels, constituent dans certains pays la principale source d'information pour la majorité de la population. Les médias peuvent contribuer à lutter contre la radicalisation et l'extrémisme chez les jeunes en leur offrant une plateforme pour exprimer leurs identités, leurs préoccupations et leurs frustrations et pour se faire entendre au sein de la société. Ils peuvent également aider à atteindre les jeunes vulnérables qui sont déconnectés de leurs communautés et de la société en général.

Les contre-récits de l'extrémisme sont ceux qui promeuvent la tolérance et le dialogue interculturel et interconfessionnel. Toutes les communautés devraient avoir les moyens d'être actives avec des messages qui tiennent compte du contexte et de la culture locale, ainsi que des défis et des éventuels sentiments d'isolement, de privation et d'absence de perspectives auxquels sont confrontés leurs membres et les jeunes. Les jeunes pourraient également s'engager dans le journalisme ou mettre en œuvre des projets spécifiques sur l'internet pour promouvoir la tolérance, la compréhension interculturelle et interconfessionnelle ou produire des contre-récits aux discours de haine. Leurs voix seraient particulièrement puissantes pour lutter contre l'extrémisme et la radicalisation et faire reculer la violence parmi leurs pairs.

³⁷ De BBC News : Twitter poursuivi pour des messages antisémites laissés en ligne, 2023
<https://www.bbc.com/news/technology-64404590>

³⁸ Exemple : We CAN for Human Rights Speech est un projet conjoint de l'UE et du Conseil de l'Europe
<https://www.coe.int/en/web/inclusion-and-antidiscrimination/wecan4hrs>

Définir des méthodes et des méthodologies pour l'éducation à la lutte contre la radicalisation

L'animation socio-éducative et l'éducation non formelle constituent une approche clé pour prévenir la radicalisation et l'extrémisme violent chez les jeunes, que ce soit en ligne ou hors ligne. Les différentes méthodologies qui peuvent être appliquées relèvent principalement de l'éducation aux droits de l'homme et de l'éducation à la citoyenneté mondiale. Plusieurs cadres existants définissent l'éducation aux droits de l'homme, principalement comme une éducation **sur, par et pour** les droits de l'homme. Cela signifie que l'éducation aux droits de l'homme permet aux apprenants d'en savoir plus **sur les** droits de l'homme, **en** expérimentant et en vivant les droits de l'homme, de sorte qu'ils deviennent actifs **dans la** promotion et la vie des droits de l'homme.

La partie suivante contient quatre domaines du travail de jeunesse et de l'éducation non formelle, qui sont cruciaux pour l'application de méthodologies d'éducation à la lutte contre la radicalisation :

- Pensée critique
- Éducation aux médias
- Éducation aux droits de l'homme contre le terrorisme
- Travail de jeunesse sur la religion et les croyances

Pensée critique

L'éducation non formelle devrait promouvoir la pensée critique, car l'une de ses principales caractéristiques est qu'elle doit être holistique et ouverte. Cependant, nous pouvons également affirmer que de nombreux formateurs en éducation non formelle et animateurs de jeunesse ne comprennent pas assez bien ce concept et qu'ils manquent des occasions de promouvoir davantage de compétences en matière de pensée critique dans le cadre du débriefing et de l'analyse d'une certaine activité.

Pour que cela soit plus applicable aux méthodologies de l'éducation non formelle, il est important de définir les compétences qui sont au cœur de la pensée critique, ainsi que la manière d'acquérir ces compétences par le biais d'activités éducatives et d'animation de la jeunesse.

Jonathan Haber, du MIT (³⁹), donne une très bonne vue d'ensemble de la question et présente ci-dessous un résumé de ses travaux :

"La pensée critique implique une réflexion structurée, elle est productive et "logique", mais la logique décrit un certain nombre de systèmes de raisonnement systématique... Les penseurs critiques compétents doivent également être capables de traduire le langage parlé et écrit en énoncés précis qui peuvent être intégrés dans une structure logique. Ce processus de traduction relève autant de l'art que de la science, mais avec de la pratique, les étudiants peuvent effectuer ce type de traduction sur n'importe quel document, qu'il s'agisse de documents historiques ou littéraires, d'idées scientifiques ou de preuves mathématiques.⁴⁰ "

Dans cette optique, il existe certaines compétences spécifiques qui contribuent à développer davantage la pensée critique, qu'il est très important que les jeunes acquièrent et qu'il est suggéré d'aborder dans les futures activités de travail de jeunesse. Ces compétences sont les suivantes

³⁹ Jonathan Haber, Critical Thinking Essentials, MIT Press. LogicCheck.net <https://www.insidehighered.com/views/2020/03/02/teaching-students-think-critically-opinion>

⁴⁰ Enseigner aux étudiants l'esprit critique (opinion) - Inside Higher Ed. <https://www.insidehighered.com/views/2020/03/02/teaching-students-think-critically-opinion>

- Les arguments structurés sont généralement utilisés pour les débats et pour mieux comprendre le raisonnement de quelqu'un. Grâce aux arguments structurés, les jeunes sont amenés à s'interroger et à analyser les problèmes sous différents angles afin de ne pas accepter la radicalisation et l'extrémisme comme un fait.
- Les perceptions et les perspectives constituent un deuxième domaine d'intervention que les animateurs de jeunesse connaissent très bien. La promotion du dialogue interculturel repose essentiellement sur la remise en question et le développement de la compréhension des différentes perspectives, dans un cadre de reconnaissance mutuelle et d'acceptation de la dignité humaine de toutes les parties. De cette manière, les jeunes devraient acquérir une attitude qui leur permette de comprendre que chacun peut vivre et interpréter les interactions et les informations de différentes manières, et que celles-ci peuvent changer au fil du temps. Toutefois, pour permettre à chacun de changer, de grandir et de se développer, il convient de respecter la dignité de chacun de manière non violente.
- Le concept de vérité dans un monde d'information est un autre domaine très important pour le travail d'éducation aux médias et se recoupe avec la pensée critique. La notion de manque d'information n'est plus vraie, mais il existe aujourd'hui un nouveau problème, celui de la pollution de l'information et des chambres d'écho. Il est nécessaire, par le biais de la pensée critique, de remettre en question sa propre chambre d'écho et de comprendre un peu mieux le tableau complet de la société et du monde dans lesquels nous vivons. Il est également important de remettre en question le concept d'universalité de la vérité et d'adopter une approche de la vérité multiforme et interconnectée.
- La mémoire, la gestion des émotions et la recherche de la justice sociale sont également des domaines où la pensée critique est très importante. Ces domaines ne relèvent pas de la pensée critique en tant que telle, mais l'application d'un examen et d'une analyse critiques peut aider à surmonter la colère, la rage, l'impuissance et la désillusion dues au fait que le monde et son histoire ont été injustes. Il est important de se souvenir, de pleurer, de commémorer et de rechercher la justice sociale en ne répétant pas les mêmes atrocités. La haine et la souffrance ne peuvent être résolues par la haine et la souffrance. Ces messages doivent faire partie des approches éducatives clés contre la radicalisation et l'extrémisme.
- L'habilitation à être l'agent du changement par la non-violence est également liée à tout ce qui précède, en veillant à ce que les jeunes soient habilités, mis en réseau, informés et soutenus pour rechercher et œuvrer en faveur d'un monde plus juste par la non-violence, le dialogue, le partage d'idées et la collaboration. C'est la seule façon de progresser.

Éducation aux médias

Comme l'indique le Compass, Manuel pour l'éducation aux droits de l'homme⁴¹ "les médias, les technologies de l'information et de la communication jouent un rôle central dans la vie des jeunes d'aujourd'hui et font partie des principaux facteurs qui ont façonné la génération actuelle de jeunes. De nombreux jeunes peuvent être considérés comme des natifs numériques : ils grandissent dans un environnement où les technologies de l'information font partie de la vie quotidienne et les enfants apprennent à utiliser des appareils numériques avant même de savoir marcher ou parler. On suppose que même leurs structures cérébrales sont différentes de celles des générations précédentes ! Cependant, l'existence d'un tel fossé numérique entre les jeunes et la génération de leurs parents a été remise en question"⁴² . Les principaux arguments sont que ce que l'on appelle la fracture

⁴¹ Médias, Manuel de référence pour l'éducation aux droits de l'homme, pages thématiques en ligne, <https://www.coe.int/en/web/compass/media#19>

⁴² Lire la suite : VanSlyke Timothy, Digital Natives, Digital Immigrants : Quelques réflexions sur le fossé des générations ; <http://technologysource.org/?view=article&id=77>



numérique est due à l'exposition et à l'accès à la technologie, et qu'elle peut être enracinée dans des contraintes économiques, sociales, politiques et autres (comme la discrimination par exemple).

Dans la société numérique, nous absorbons l'information par le biais de différentes sources. Les médias traditionnels tels que la télévision sont de moins en moins utilisés comme source d'information et suivent la voie tracée par la radio et les journaux imprimés. Aujourd'hui, l'information est principalement diffusée par les médias sociaux, qui peuvent mener à diverses sources sur des espaces web officiels et non officiels, tels que les blogs, les vlogs, les bobines, les TikTok's, etc. Cette nouvelle façon de "consommer" l'information est amusante et intéressante, et dans la société numérique, tout le monde est créateur d'informations. Cette nouvelle façon de "consommer" l'information est amusante et intéressante, et dans la société numérique, tout le monde est un créateur d'informations. Cela comporte de nombreux pièges, car tout le monde n'est pas formé à la création d'informations, à la vérification du contenu, aux questions éthiques liées à l'information et à la responsabilité du contenu qu'il met en ligne. D'autre part, dans ce monde où l'information déborde, les jeunes ne sont pas formés à traiter l'actualité, à sélectionner les informations pertinentes, à vérifier le contenu et à examiner d'un œil critique ses sources et ses intentions. De ce fait, les médias sociaux sont devenus un espace idéal pour la radicalisation et la promotion de l'extrémisme qui mène à la violence. Des rapports récents examinant le comportement des jeunes en ligne supposent une certaine corrélation entre la violence présente en ligne et la façon dont elle se manifeste dans la "vraie vie" sous la forme d'un comportement agressif et violent à l'égard des autres.

En raison de ces facteurs, l'éducation aux médias devient un élément toujours plus important de l'éducation (y compris l'éducation non formelle), du travail social, des politiques culturelles et d'information de tous les pays du monde. La Commission européenne a lancé plusieurs initiatives phares pour soutenir l'éducation aux médias dans différentes sphères de la vie : ⁴³

- La Semaine européenne de l'éducation aux médias est organisée par la Commission européenne dans le but de "promouvoir les compétences et les projets d'éducation aux médias dans toute l'Union européenne".
- Les prix européens d'éducation aux médias sont également une initiative parallèle visant à récompenser des projets inspirants et percutants dans le domaine de l'éducation aux médias.
- Un groupe d'experts de la Commission européenne réunit également les acteurs de l'éducation aux médias "pour identifier, documenter et étendre les bonnes pratiques dans le domaine de l'éducation aux médias et améliorer la coordination entre les différentes parties prenantes dans l'UE"

Les travaux sur l'éducation aux médias ne se déroulent pas uniquement en Europe. Un exemple en est donné par une initiative américaine intitulée "Media Literacy Now", qui vise à créer un système d'éducation publique basé sur l'éducation aux médias, qu'elle qualifie de "compétences du 21e siècle nécessaires à la santé, au bien-être, à la participation à la vie économique et à la citoyenneté". ⁴⁴ Pour cette initiative, l'éducation aux médias signifie "appliquer une pensée critique aux messages médiatiques et utiliser les médias pour créer leurs propres messages - c'est une compétence clé du 21e siècle. L'éducation aux médias est essentielle à la santé et au bien-être, ainsi qu'à la participation future des jeunes à la vie civique et économique de notre démocratie.

Le nouvel aspect des médias sociaux qui les rend pertinents, mais aussi dangereux, est lié à la collecte des préférences des utilisateurs. Les jeunes partagent inconsidérément leurs données personnelles, ce qui les rend facilement repérables pour une influence indésirable, y compris les recruteurs promouvant l'extrémisme violent et la radicalisation, ainsi que d'autres prédateurs en ligne. Le fait est que la plupart des espaces de médias sociaux sont des environnements en ligne non surveillés où l'on

⁴³ Façonner l'avenir numérique de l'Europe, Éducation aux médias, Commission européenne, <https://digital-strategy.ec.europa.eu/en/policies/media-literacy>

⁴⁴ Media Literacy Now, groupe de pression américain, <https://medialiteracynow.org/>



peut trouver toutes sortes de messages extrêmes, de photographies, de vidéos et d'histoires cruelles et dégradantes visant à déclencher des émotions et à abuser de ces émotions.

Pour relever ces défis, de nombreux pays travaillent à l'élaboration de lois visant à restreindre les abus sur Internet, allant au-delà du code de conduite typique pour les différents médias sociaux, mais gérant les médias sur Internet et limitant les conséquences néfastes des différents recruteurs en ligne et des diffuseurs de haine. Mais en attendant, l'aspect essentiel sur lequel il faut travailler est celui lié à l'éducation aux médias et à l'assimilation réelle des médias disponibles.

L'objectif des méthodes d'animation socio-éducative liées à l'éducation aux médias est de rendre les jeunes plus critiques et plus conscients en tant qu'utilisateurs et créateurs de médias. Les méthodes d'éducation aux médias devraient permettre aux jeunes d'être plus conscients des circonstances actuelles de la création des médias et du partage du contenu, afin qu'ils puissent distinguer la qualité de l'information, sa fiabilité, sa vérifiabilité et d'autres caractéristiques (intention de la nouvelle, contexte, etc.). L'éducation aux médias crée des consommateurs sélectifs de médias sociaux prêts pour la société numérique d'aujourd'hui, elle empêche les jeunes d'être vulnérables à la publicité et les aide à préserver leur sécurité et leur vie privée en ligne.

Un autre outil utile dans ce domaine est celui du Conseil de l'Europe, à savoir la Recommandation sur la responsabilisation des enfants dans le nouvel environnement de l'information et de la communication (2006) qui "stipule que les Etats membres devraient disposer d'une stratégie cohérente en matière de maîtrise de l'information et de formation qui soit de nature à responsabiliser les enfants et leurs éducateurs afin qu'ils fassent le meilleur usage possible des services et technologies de l'information et de la communication. L'importance de la promotion des compétences et de la maîtrise de l'internet est réaffirmée dans une autre recommandation (2009)²², qui invite les États membres à élaborer et à promouvoir - en coopération avec les acteurs du secteur privé et la société civile - des stratégies visant à protéger les enfants contre les contenus et les comportements présentant un risque de préjudice, tout en préconisant leur participation active au nouvel environnement de l'information et de la communication".⁴⁵

Éducation aux droits de l'homme contre le terrorisme

Le manuel Compass pour l'éducation aux droits de l'homme identifie "deux domaines clés où les concepts de droits de l'homme et de terrorisme peuvent entrer en conflit : le premier, le plus évident, concerne l'acte de terrorisme lui-même ; le second concerne les mesures qui peuvent être prises par les organes officiels dans le cadre de la lutte contre le terrorisme".⁴⁶

Grâce à diverses activités basées sur les droits de l'homme, les jeunes participants comprennent comment définir le terrorisme, en particulier sous l'angle de l'extrémisme et de la radicalisation. Ce thème est également abordé sous l'angle des droits de l'homme ou, comme le définit Compass, "l'acte de terroriser des membres de la population constitue une violation de leur dignité et de leur droit à la sécurité personnelle, dans le meilleur des cas, et une violation du droit à la vie, dans le pire des cas... Un certain nombre de questions relatives aux droits de l'homme se posent dans le cadre de la lutte contre le terrorisme - et il est presque inévitable qu'il y ait une tension permanente entre les mesures

⁴⁵ Implementing European and International Standards on Media and Information Literacy in various domestic institutions, Bureau du Conseil de l'Europe en Bosnie-Herzégovine, 2021, <https://rm.coe.int/mil-eng-study-1-implementing-mil-standards-rozgonykostic/1680a666ca>

⁴⁶ Manuel du compas pour l'éducation aux droits de l'homme, section sur le terrorisme <https://www.coe.int/en/web/compass/war-and-terrorism>



qu'un gouvernement considère comme nécessaires pour protéger la population et les droits qu'il peut être amené à limiter pour ce faire".⁴⁷

Les activités de travail de jeunesse contre le terrorisme et l'extrémisme peuvent comporter plusieurs niveaux d'approches méthodologiques et de lignes directrices :

- L'aspect prévention, en veillant à ce que les jeunes soient conscients des recrutements extrémistes, réfléchissent aux signes d'alerte précoce et sachent comment demander de l'aide.
- La prévention par la socialisation, en aidant les jeunes à ne pas se sentir isolés et donc vulnérables aux diverses menaces du terrorisme.
- Soutien aux jeunes traumatisés et aux victimes susceptibles de tomber dans l'extrémisme en ligne ou à ceux qui ont été touchés par la radicalisation et l'extrémisme

Les activités des animateurs de jeunesse peuvent également impliquer d'autres parties de la société, comme le travail avec les forces de l'ordre (police, procureurs, etc.) ou les institutions des droits de l'homme du pays, telles que le bureau du médiateur, les organismes et les commissions pour l'égalité. De cette manière, les activités de travail de jeunesse et d'éducation aux droits de l'homme établissent un lien direct avec la vie réelle et soutiennent le dialogue entre les jeunes, y compris ceux qui sont touchés par la radicalisation, et les services publics. Ces activités devraient être :

1. Planifié conjointement avec les autres partenaires !

La phase de planification peut impliquer les officiers de police responsables des relations avec la communauté, ou la police communautaire si elle existe dans le pays. Ils peuvent collaborer avec les animateurs de jeunesse et préparer des activités liées à l'éducation aux droits de l'homme, ainsi qu'informer les jeunes du soutien que la police peut leur apporter s'ils remarquent des signes de radicalisation violente ou d'extrémisme.

2. Mise en œuvre dans un espace sûr pour les participants afin d'établir une relation de confiance.

Un espace sûr, tel que défini par un dictionnaire, est "un lieu conçu pour être exempt de préjugés, de conflits, de critiques ou d'actions, d'idées ou de conversations potentiellement menaçantes"⁴⁸ Un espace sûr reconnaît que les préjugés, les critiques et les conflits font partie d'un dialogue et d'un apprentissage, et ne cherche donc pas à les éradiquer, mais plutôt à faire en sorte que chacun puisse y réfléchir et en tirer des leçons au fur et à mesure. Dans un espace sûr, les animateurs de jeunesse peuvent aborder des questions personnelles : identité, appartenance, acceptation, conflit de valeurs entre différentes identités, etc. ainsi que des questions plus sociétales : justice sociale, concepts d'égalité et d'équité, traitement de l'oppression du passé, équité et égalité des chances, etc.

3. Fondée sur les droits de l'homme et l'éducation aux droits de l'homme

Enfin, il est important de garder à l'esprit que les travailleurs de jeunesse ne sont pas des enquêteurs qui travaillent contre l'extrémisme, mais qu'ils travaillent sur la prévention. La tâche principale consiste donc à mettre en œuvre des activités véritablement basées sur l'éducation aux droits de l'homme. Il est donc important de réfléchir et de vérifier que les activités offrent des espaces d'éducation aux droits de l'homme, par les droits de l'homme et pour les droits de l'homme. Cela signifie que ces sujets difficiles que sont la radicalisation et l'extrémisme devraient être abordés dans le cadre des droits de l'homme, en faisant l'expérience des droits de l'homme et en les vivant, en comprenant l'impact de l'extrémisme sur les droits de l'homme et en promouvant la vie dans les droits de l'homme comme un moyen de prévenir la radicalisation.

⁴⁷ Manuel du compas pour l'éducation aux droits de l'homme, section sur le terrorisme <https://www.coe.int/en/web/compass/war-and-terrorism>

⁴⁸ Dictionnaire Merriam Webster <https://www.merriam-webster.com/dictionary/safe%20space>

Travail de jeunesse sur la religion et les croyances

Le travail de jeunesse doit aborder chaque aspect de la vie des jeunes, y compris la religion et les convictions. Comme le définit Compass, Manuel pour l'éducation aux droits de l'homme, "la religion est une question à laquelle de nombreux jeunes sont confrontés dans leur vie quotidienne, à la maison, en public, au travail ou à l'école. Le travail de jeunesse peut contribuer à faire des différences religieuses un facteur d'enrichissement culturel pour les jeunes au lieu d'être une source de confrontation, notamment par le biais de la compréhension mutuelle, de la tolérance et de l'acceptation de la différence".⁴⁹

Au cours des dernières décennies, les animateurs et les formateurs de jeunesse sont devenus beaucoup plus conscients et ouverts au rôle potentiel de la religion. En Europe, le travail de jeunesse s'est développé en partie grâce au travail des Églises (comme les clubs de jeunesse Don Bosco ou les YMCA), mais aujourd'hui, il s'ajuste et s'adapte également à d'autres religions. Le travail sur la religion et les croyances peut prendre différentes formes dans le travail de jeunesse :

1. Thème principal de l'activité : la religion et les croyances sont au cœur du processus d'apprentissage de l'activité et des objectifs prévus. Cela signifie que l'activité soulève des questions sur le rôle de la religion dans la vie des jeunes, leurs aspirations et leurs désirs, leurs souhaits et leur compréhension de la religion. Elle vise également à favoriser le dialogue interreligieux, ce qui signifie que les jeunes devraient avoir une culture d'acceptation des différentes religions, ainsi que la liberté de choisir une religion ou de ne pas être religieux du tout.
2. Une activité sur la diversité avec un volet sur le dialogue interreligieux est également un moyen de travailler sur ces sujets. Une activité peut promouvoir un dialogue pour améliorer la compréhension des religions, mais aussi explorer les notions de religion et de droits de l'homme, de citoyenneté, de participation, etc. Ces activités de travail de jeunesse contribuent également à l'acceptation de la religion et permettent aux jeunes de s'exprimer sur leurs choix, d'échanger sur les similitudes, les différences et les conséquences de ces choix et de rechercher les meilleures solutions.
3. Une activité sensible à la religion est une activité qui prend en considération les différences de religions et de croyances au sein du groupe de jeunes et propose un ensemble de solutions pratiques pour rendre l'activité accessible. Certaines de ces solutions peuvent être par exemple : les différentes règles alimentaires dans les différentes religions, les lieux et les heures de prière, les principales fêtes dans les différents calendriers religieux et les pratiques quotidiennes des différents groupes religieux pendant ces fêtes. Par exemple, lors d'une activité qui se déroule le vendredi, il serait bon de prévoir du temps pour les prières du vendredi si les participants le souhaitent. Pendant le ramadan, il peut être nécessaire de prévoir des repas après le coucher du soleil (iftar). De même, pour les chrétiens, il peut être nécessaire de prévoir du temps pour les prières du dimanche.

Le travail de jeunesse doit éviter d'ignorer les identités religieuses de certains des jeunes qui participent à ses activités. La sensibilité à la diversité religieuse qui peut exister dans les différents groupes de jeunes est également un moyen de reconnaître le caractère unique de chacun des jeunes présents à l'activité et d'éviter la séparation et l'isolement. De cette manière, le travail de jeunesse peut promouvoir le respect et la compréhension mutuels, qui sont des compétences essentielles pour lutter contre les préjugés et la discrimination.

⁴⁹ Compass, Manuel pour l'éducation aux droits de l'homme, thème sur la religion et la croyance
<https://www.coe.int/en/web/compass/religion-and-belief>



CONCLUSION

La pandémie de COVID-19 a entraîné une réduction des relations sociales et communautaires, et l'éducation est devenue plus difficile d'accès qu'auparavant, ce qui s'est traduit par une diminution du soutien apporté aux jeunes et par une manipulation en ligne plus fréquente des théories du complot, des discours de haine, des opinions extrêmes et radicales et des sentiments d'impuissance. Le danger de radicalisation et d'extrémisme chez les jeunes est souvent alimenté par des problèmes de discrimination, d'exclusion et de marginalisation. Ce sont les questions les plus proches du travail des animateurs de jeunesse et des organisations de jeunesse.

En travaillant avec les jeunes et en encourageant le développement d'un engagement actif, civique et démocratique, les systèmes d'animation socio-éducative préviennent également la radicalisation violente et l'extrémisme. Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour atteindre les jeunes qui sont isolés, se sentent désengagés et subissent déjà l'exclusion pour d'autres raisons. Les organisations de jeunesse jouent un rôle central dans l'élaboration d'initiatives visant à lutter contre la radicalisation et l'extrémisme par le biais de l'éducation non formelle. Elles peuvent également introduire des partenariats avec les médias modernes (Internet et médias sociaux), mais aussi avec le secteur public et les entreprises.

Le travail de jeunesse et l'éducation non formelle constituent une approche clé dans la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent chez les jeunes, tant en ligne que hors ligne. Le travail de jeunesse peut promouvoir la cohésion par le biais d'initiatives artistiques et sportives qui renforcent le dialogue interculturel, la réconciliation et l'intégration. Ces activités de travail de jeunesse peuvent contribuer à jeter des ponts entre des groupes divisés ou à rassembler des communautés de jeunes par le biais d'une activité neutre dans laquelle ils s'engagent collectivement. Les différentes méthodologies qui peuvent être appliquées relèvent principalement de l'éducation aux droits de l'homme et de l'éducation à la citoyenneté mondiale. Plusieurs cadres existants définissent l'éducation aux droits de l'homme, principalement comme une éducation sur, par et pour les droits de l'homme. Cela signifie que l'éducation aux droits de l'homme permet aux apprenants d'en savoir plus sur les droits de l'homme, en expérimentant et en vivant les droits de l'homme, de sorte qu'ils deviennent actifs dans la promotion et la vie des droits de l'homme.

Les domaines de travail proposés, tels que la pensée critique, l'éducation aux médias, l'éducation aux droits de l'homme contre le terrorisme et le travail des jeunes sur la religion et les croyances, sont des moyens de promouvoir la cohésion sociale et de lutter contre la radicalisation et l'extrémisme violents.

L'impression générale et communément partagée est que les organisations de travail de jeunesse sont enthousiastes à l'idée de jouer un rôle dans la lutte contre la radicalisation violente et l'extrémisme. S'ils tendent la main pour jouer ce rôle, il est également important que d'autres acteurs de la société les reconnaissent, leur fournissent des ressources, des partenariats et des conseils afin que ce travail ait un véritable impact et qu'une véritable approche intersectorielle soit mise en place.

RÉFÉRENCES

- Prévenir le terrorisme et lutter contre l'extrémisme violent et la radicalisation qui conduisent au terrorisme : A Community-Policing Approach (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, 2014), disponible à l'[adresse](https://www.osce.org/secretariat/111438?download=true) : <https://www.osce.org/secretariat/111438?download=true>
- Gouvernement du Canada, Stratégie nationale de lutte contre la radicalisation à la violence du Canada, 2018, page 7, ISBN : 978-0-660-28894-9.
- Le plan d'action 2015 du secrétaire général des Nations unies pour la prévention de l'extrémisme violent est disponible à l'[adresse suivante](http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/70/674) : http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/70/674.
- La Commission européenne contre le racisme et l'intolérance, dépliant d'information, Conseil de l'Europe, <https://rm.coe.int/leaflet-ecri-2022/1680a969e9>
- Faire face à la propagande, à la désinformation et aux fausses nouvelles, la campagne du Conseil de l'Europe "Libérer la parole, apprendre en toute sécurité" <https://www.coe.int/web/campaign-free-to-speak-safe-to-learn/dealing-with-propaganda-misinformation-and-fake-news>
- Flash Eurobaromètre 464, 2018, https://data.europa.eu/data/datasets/s2183_464_eng?locale=en
- Wardle et Derakhshan, H., 2017. Information Disorder : Vers un cadre interdisciplinaire pour la recherche et l'élaboration des politiques. Strasbourg, France : Conseil de l'Europe.
- Actualités : Fake News, Misinformation & Disinformation - Université de Washington. <https://guides.lib.uw.edu/c.php?g=345925&p=7772376>
- What are Deepfakes and how can you spot them, The Guardian, 2020, <https://www.theguardian.com/technology/2020/jan/13/what-are-deepfakes-and-how-can-you-spot-them>
- Harvard Kennedy School, la [ressource](https://journalistsresource.org/health/boston-marathon-bombings-lessons/) du journaliste, <https://journalistsresource.org/health/boston-marathon-bombings-lessons/>
- Anne Speckhard & Molly Ellenberg, Is Internet Recruitment Enough to Seduce a Vulnerable Individual Into Terrorism ? 2020, <https://www.icsve.org/is-internet-recruitment-enough-to-seduce-a-vulnerable-individual-into-terrorism>
- Document de discussion sur les causes profondes de la radicalisation en Europe et dans la Communauté des États indépendants (Programme des Nations unies pour le développement, 2016).
- Youth Social exclusion and lessons from youth work, Eurydice et Unité de soutien politique (P9) de l'Agence exécutive "Éducation, audiovisuel et culture" (EACEA),
- Pauvreté et radicalisation vers l'extrémisme violent : un lien de cause à effet ? Atle Mesøy, 2013, Centre de ressources norvégien pour la construction de la paix
- European Union Terrorism Situation and Trend Report 2018 (EUROPOL, 2018),
- Claire Provost et Lara Whyte, " Pourquoi les femmes rejoignent-elles les mouvements d'extrême droite, et pourquoi sommes-nous si surpris ? " (OpenDemocracy.net, janvier 2018)
- RAN Issue Paper : The Root Causes of Violent Extremism (Ranstorp, Radicalisation Awareness Network, Commission européenne, 2016)
- Comité d'experts sur la lutte contre le terrorisme, The Roles of Women in Daesh : Document de discussion (Conseil de l'Europe, 2016)

- el-Said et Barrett, Enhancing the Understanding of the Foreign Terrorist Fighters Phenomenon in Syria (Bureau des Nations unies pour la lutte contre le terrorisme, 2017).
- Le défi du retour et de la relocalisation des combattants terroristes étrangers : Perspectives de recherche (Direction exécutive du Comité contre le terrorisme des Nations unies, 2018)
- Étude sur l'homophobie, la transphobie et la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre - Rapport sociologique : Serbie, Institut danois des droits de l'homme, https://www.coe.int/t/Commissioner/Source/LGBT/SerbiaSociological_E.pdf
- Through school student's eyes : impact and challenges of COVID-19 on education systems in Europe, Gilda C. Isernia avec le soutien de Rute Nunes, OBESSU, 2022, www.obessu.org
- Spotlight on COVID-19, Violent Extremism and Anti-Government Movements | October 2022, European Commissions' RAN Network, https://home-affairs.ec.europa.eu/networks/radicalisation-awareness-network-ran/ran-media/ran-spotlight/spotlight-covid-19-violent-extremism-and-anti-government-movements_en
- Jonathan Haber, Critical Thinking Essentials, MIT Press. LogicCheck.net : <https://www.insidehighered.com/views/2020/03/02/teaching-students-think-critically-opinion>
- Manuel de référence pour l'éducation aux droits de l'homme, pages thématiques en ligne, <https://www.coe.int/en/web/compass/>
- VanSlyke Timothy, Digital Natives, Digital Immigrants : Quelques réflexions sur le fossé des générations ; <http://technologysource.org/?view=article&id=77>
- Façonner l'avenir numérique de l'Europe, Éducation aux médias, Commission européenne, <https://digital-strategy.ec.europa.eu/en/policies/media-literacy>
- Implementing European and International Standards on Media and Information Literacy in various domestic institutions, Bureau du Conseil de l'Europe en Bosnie-Herzégovine, 2021, <https://rm.coe.int/mil-eng-study-1-implementing-mil-standards-rozgonykostic/1680a666ca>

Outreach Hannover e.V., Allemagne



**Cofinancé par
l'Union européenne**

Financé par l'Union européenne. Les points de vue et avis exprimés n'engagent toutefois que leur(s) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou de l'Agence exécutive européenne pour l'éducation et la culture (EACEA). Ni l'Union européenne ni l'EACEA ne sauraient en être tenues pour responsables.